

L'Algérie bat la Côte d'Ivoire (1-0) et passe au dernier carré

QUE CE FUT DUR !

Page 16

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7500 – SAMEDI 28 JANVIER 2023
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Salon International de la ventilation et du chauffage

CAP SUR L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Page 4

MASSACRE À JENINE ET RAIDS À GHAZA

L'ESCALADE SIONISTE SE POURSUIT



C'est un véritable massacre au quotidien qui se déroule dans les territoires palestiniens. Face à l'impunité et au silence complice de la communauté internationale, l'entité sioniste poursuit inlassablement ces attaques contre les populations civiles palestiniennes, même dans les territoires gérés par l'autorité palestinienne. Depuis plusieurs jours, l'armée sioniste assassinait quotidiennement des jeunes et des enfants palestiniens, souvent devant des caméras des chaines de télévisions internationales et parfois en live. Mais les institutions internationales ne semblent pas être choquées par les dérives macabres des sionistes.

Page 3

PROJET DE LOI SUR LA GESTION DES PSYCHOTROPES

Le satisfecit du SNAPO

Page 5

MARCHÉ DE L'EMPLOI

Le numérique change l'approche métier

Page 4

ALGÉRIE POSTE

Le montant des retraits revu à la hausse

Page 2

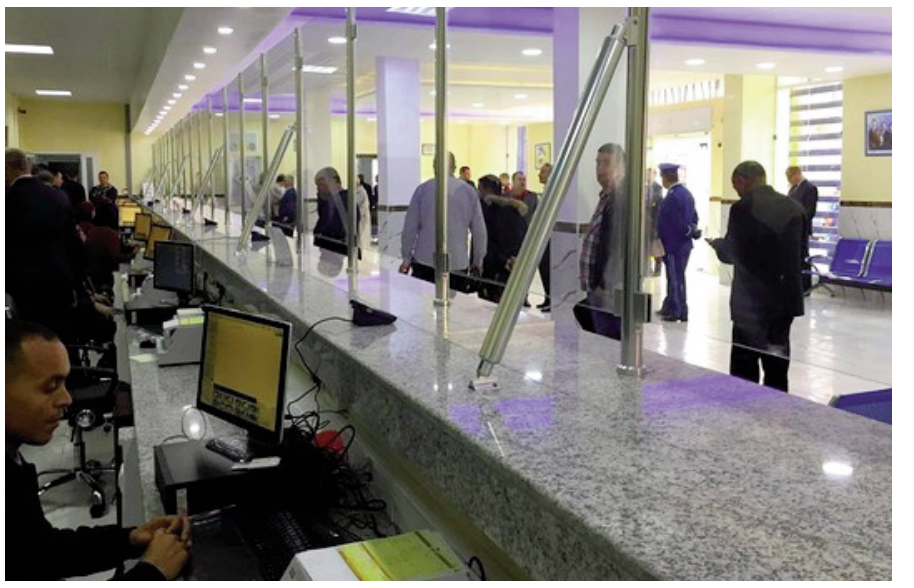
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

ALGÉRIE POSTE

Le montant maximal des retraits revu à la hausse

Le montant maximal des retraits dans les bureaux de poste, fixé à 200 000 DA par jour, pourrait être revu à la hausse en cas de nécessité. C'est ce qu'a affirmé le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, soulignant la volonté de son secteur de fournir des services postaux de qualité sur l'ensemble du territoire national.

Le ministre Bibi Triki a fait savoir, lors d'une séance plénière au Conseil de la nation consacrée aux questions orales, que son département ministériel à travers Algérie Poste est soucieux d'offrir des services postaux de qualité sur l'ensemble du territoire national, de manière équitable et régulière, notamment à travers le réseau postal, qui compte aujourd'hui plus de 4 124 bureaux de poste sur l'ensemble du territoire national et 65 bureaux de poste mobiles, ainsi qu'un réseau monétique constitué de plus de 1 920 distributeurs automatiques. Il s'agit également de la gestion de près de 26 millions de comptes courants postaux (CCP) et plus de 10,4 millions de titulaires de carte Eddahabia, a poursuivi le ministre. Le ministre a également souligné que « le secteur postal a enregistré, durant la période précédente, marquée par la propagation de Covid-19, une fluctuation dans la liquidité, à laquelle nous nous sommes adaptés en mettant en place tous les moyens pour assurer la liquidité de façon régulière, et ce en coordination avec toutes les parties concernées, outre la prise de plusieurs mesures dont le plafonnement des retraits à 200 000 DA par jour ».



M. Bibi-Triki a aussi fait état du « suivi permanent des nouvelles données monétaires en termes de disponibilité de la liquidité et des besoins, lesquelles données
permettront de prendre les mesures nécessaires en temps voulu ».
En ce qui concerne les montants qui dépassent les 200 000 DA, le ministre a tenu à rappeler que le citoyen peut recourir aux autres moyens de paiement disponibles, à l'instar des chèques certifiés, des transferts de compte à compte, ou via le système de compensation électronique des chèques conçu pour les banques ».
En vue de réduire les transactions en liquidité, « le secteur a réussi à réaliser des résultats très encourageants dans la généralisation du paiement électronique, notamment à travers les solutions innovantes, pour bénéficier des services monétaires et postaux modernes, à l'instar des applications de paiement en ligne, du règlement des factures, du paiement des abonnements internet, outre les autres services, à l'image des transferts de compte à compte via l'application Baridi Mob et le paiement des frais d'inscription à l'université via la carte Eddahabia ».
Le ministre a souligné, dans ce sens, que « 340 000 étudiants se sont acquittés des frais d'inscription via internet au titre de l'année universitaire 2022/2023 ».
Pour rappel, Algérie Poste avait procédé en 2021 au plafonnement des retraits en espèces, dans tous les guichets de ses bureaux à travers le territoire national, à 200 000 DA au lieu de 100 000 DA, le but étant de satisfaire tous les clients d'Algérie Poste quant aux besoins de liquidités.
La catégorie la plus ciblée est celle des fonctionnaires, salariés et retraités. Celle-ci s'inscrirait aussi dans le cadre des efforts déployés en faveur de la reprise et de l'amélioration des services postaux ainsi que des conditions d'accueil et de prise en charge des citoyens.

Lynda Louifi

HADJ 2023

Appel à une meilleure prise en charge des pèlerins

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL de l'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO), Ahmed Slimani, a appelé les 45 agences de tourisme et de voyages retenues pour l'organisation de la saison du hadj 1444/2023 à assurer aux pèlerins les meilleures prestations et une prise en charge de qualité.
Lors de la cérémonie de remise des autorisations aux 45 agences de tourisme et de voyages sélectionnées pour participer à l'organisation de la saison du hadj 1444/2023, organisée, avant-hier à Alger, le directeur général de l'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO) a appelé ces dernières à accélérer toutes les démarches et à garantir les meilleures prestations et prise en charge aux pèlerins, précisant que la remise des autorisations et l'attribution des quotas marquaient le début effectif des préparatifs de la saison du hadj.
Abondant dans le même sens, le premier responsable de l'ONPO a mis en exergue « l'attachement des hautes autorités du pays à ce que les prestations des agences retenues soient à la hauteur des attentes des pèlerins », expliquant que les agences seront évaluées à l'aune des prestations de qualité qu'elles offriront conformément au contrat type disponible sur le portail national du hadj.
Par ailleurs, concernant la formule VIP, M. Slimani a déclaré que « l'ONPO s'emploie à son adoption cette saison, à la demande de plusieurs pèlerins », ajoutant que cette formule repose sur la prestation de services du bouquet (A), qui consiste à assurer des services de qualité supérieure concernant, entre autres, l'hébergement, le transport et la prise en charge médicale.
L'accent est également mis sur la prestation de services de qualité par les agences de tourisme, à travers un bouquet complet de services, à commencer par le vol jusqu'à l'hôtel à Médine et à La Mecque, en arrivant aux services dans les Lieux saints, notamment à Mina.
Le DG de l'ONPO a également fait part de son optimisme après l'annonce, par le ministère saoudien du hadj et de la omra, de la levée des restrictions imposées en raison de la pandémie du nouveau coronavirus et de l'augmentation du quota de l'Algérie à 41 300 pèlerins, en sus de la levée des restrictions liées à l'âge.
Il convient de rappeler que le premier responsable du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, avait annoncé, au début du mois en cours, que le quota de l'Algérie, fixé à 36 000 pèlerins avant la pandémie de la Covid-19, a été augmenté à 41 300 pèlerins en prévision du hadj 2023, et ce après des négociations avec les autorités saoudiennes compétentes au mois de décembre 2022.
En ce qui concerne l'âge, Youcef Belmehdi avait précisé que les pèlerins, dont l'âge est supérieur à 65 ans, seront également autorisés à accomplir le rituel du pèlerinage, soulignant que les femmes désireuses d'accomplir ce rituel n'auront plus besoin d'un accompagnateur.

Samia Acher

GHARDAÏA

Fortes perturbations de l'internet à Berriane

LA CONNEXION INTERNET à travers la wilaya de Ghardaïa enregistre, depuis plusieurs jours, de fortes perturbations, et ce dans plusieurs quartiers de la ville. En effet, les clients d'Algérie Télécom subissent des coupures à répétition à chaque tentative de connexion. Et si le débit reste élevé, la connexion, elle, est très lente et ne dure que quelques secondes, ce qui contraint les clients à redémarrer le modem ou encore à attendre que la connexion revienne. Si les clients s'interrogent sur les raisons de ces désagréments, les professionnels (les administrations, les entreprises, la presse et les étudiants), quant à eux, subissent un manque à gagner et une perte de temps dans leurs tâches et missions quotidiennes. Pour leur part, les clients des opérateurs de téléphonie mobile enregistrent, par endroits, une absence totale de connexion ou une baisse de débit. Ainsi, les habitants de plusieurs quartiers de la ville de Berriane sont, depuis près de quatre mois, privés de l'accès à internet, qui reste très perturbé. Selon des clients d'Algérie Télécom qui ont pris attache avec le Jeune Indépendant, cette situation, qui risque encore de durer, cause des désagréments aux utilisateurs, et ce en dépit du règlement de leurs factures. Ainsi, de nombreuses réclamations opérées à l'agence commerciale de Ghardaïa n'ont pas abouti, obligeant les clients à prendre leur mal en patience.
Lors d'une visite de travail effectuée dans la wilaya, dans le cadre de la dynamique de développement du secteur dans cette wilaya, le ministre de la Poste et des Télécommunication a récemment inauguré une nouvelle agence commerciale d'Algérie Télécom dans le quartier Belghanem, à Ghardaïa. Malheureusement, depuis plusieurs mois, cette nouvelle agence est fréquemment fermée aux citoyens et n'ouvre que par intermittence. Ce qui contraint les citoyens de ce quartier à se déplacer jusqu'à l'agence mère du chef-lieu, située à 5 kilomètres de Belghanem. Ammi Kacem, un retraité de 76 ans, confie au Jeune Indépendant :
« En dépit de mon âge avancé, je suis obligé de me rendre jusqu'à l'agence mère du centre-ville pour renouveler ma connexion internet alors qu'une agence se trouve à 100 mètres de chez moi. Je trouve cela scandaleux. »

De Ghardaïa, Aïssa Hadj Daoud

MASSACRE SIONISTE À JÉNINE

L'Algérie dénonce

C'est un véritable massacre au quotidien qui se déroule dans les territoires palestiniens. Face à l'impunité et au silence complice de la communauté internationale, l'entité sioniste poursuit inlassablement ces attaques contre les populations civiles palestiniennes, même dans les territoires gérés par l'autorité palestinienne. Depuis plusieurs jours, l'armée sioniste assassinait quotidiennement des jeunes et des enfants palestiniens, souvent devant des caméras des chaines de télévisions internationales et parfois en live. Mais les institutions internationales ne semblent pas être choquées par les dérives macabres des sionistes.



Ces deux derniers jours, au moins dix Palestiniens ont été tués dans des agressions sauvages perpétrées par l'armée israélienne en Palestine. Les attaques meurtrières ont visé le camp de Jénine dans le nord de Cisjordanie où neuf Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne. Des dizaines d'autres Palestiniens ont été blessés dont 4 grièvement.

Un dixième Palestinien a été tué par balles à Al-Ram près d'Al-Qods, et d'autres ont été blessés. L'escalade de la violence sioniste s'est poursuivie hier encore. Israël a mené des frappes aériennes contre la bande de Gaza, ciblant notamment des infrastructures administratives, sanitaires et civiles.

Au total, 30 Palestiniens ont été tués dans des raids israéliens depuis le début de l'année. Mais en deux jours, le bilan est meurtrier depuis les attaques israéliennes contre la bande de Gaza qui avaient fait 49 morts parmi les Palestiniens en août 2020. En Cisjordanie, c'est le bilan humain le plus élevé depuis 2005, selon l'ONU.

L'Autorité palestinienne a dénoncé « un massacre » et a annoncé mettre fin à la coopération sécuritaire avec Israël, une première depuis 2020. De nombreux pays comme l'Arabie Saoudite et le Qatar ont vivement condamné les attaques sionistes.

L'Algérie a condamné hier « fermement le massacre sanglant commis par l'armée d'occupation sioniste dans le camp de Jénine dans les territoires palestiniens occupés, qui a fait des dizaines de martyrs et de blessés ».

L'Algérie a appelé la communauté internationale à « intervenir d'urgence contre les responsables de ce crime odieux » et de la « série d'attaques répétées et odieuses contre le peuple palestinien », selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

L'Algérie renouvelle son « ferme soutien à la juste cause palestinienne » et sa « solidarité permanente » avec le peuple palestinien.

Le communiqué du département de Ramtane Lamamra ajoute que l'Algérie réclame « depuis longtemps » d'assurer au peuple palestinien une « protection internationale par le Conseil de sécurité de l'ONU et de mettre fin à l'état d'indifférence internationale qui a contribué dans une large mesure à la persistance de la puissance occupante dans ses crimes et à son mépris flagrant de toutes les lois et lois internationales. » « Cette escalade violente de l'occupation sioniste contre des civils palestiniens désarmés confirme la nécessité de poursuivre d'urgence les efforts pour réunir efficacement les rangs palestiniens et renforcer la résilience pour assurer la protection du peuple palestinien et consacrer son droit à établir son État indépendant avec Jérusalem comme capitale », a conclu le ministère des Affaires étrangères.

Le Conseil de sécurité de l'ONU tiendra aujourd'hui une session à huis clos pour discuter de l'escalade sioniste contre le peuple palestinien, dont la dernière à Jénine. C'est ce qu'a affirmé le Représentant permanent de l'Etat de Palestine auprès des Nations unies, Riyadh Mansour.

Dans une déclaration à la radio locale «Voix de la Palestine», M. Mansour, a évoqué une réunion qu'il a eue avec le président du Conseil de sécurité ce mois-ci, l'ambassadeur du Japon, et l'a informé de l'escalade sioniste barbare et condamnable, et a souligné la nécessité pour le Conseil de sécurité d'assumer sa responsabilité, et d'assurer la protection internationale au peuple palestinien, conformément au droit international humanitaire et aux résolutions pertinentes des Nations unies.

Le diplomate palestinien a également fait savoir qu'un mémorandum a été préparé sur l'escalade sioniste.

Mohamed K.

CONFÉRENCE D'ALGER DE L'UPCI

Un véritable tournant dans l'histoire de l'Union

LES RÉUNIONS préparatoires de la 17è session de la Conférence de l'Union parlementaire des Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique (UPCI) ont commencé avant-hier à Alger en présence de plus de 35 parlements. Les participants à ces réunions ont souligné l'importance de la Conférence d'Alger, qui constitue un véritable tournant dans le parcours de l'union et une nouvelle étape dans l'histoire des relations parlementaires entre pays musulmans.

Le Secrétaire général de l'UPCI, Mohamed Khoureychi Niass, a estimé dans son allocution d'ouverture des travaux qui ont débuté par la tenue de la 48e réunion du Comité exécutif de l'Union, que la réunion d'Alger constituera «un véritable tournant » dans le parcours de l'union et permettra de réaliser le succès auquel aspirent tous les pays membres, saluant par la même occasion «le rôle remarquable» des deux chambres du parlement algérien, dans le cadre de l'Union des conseils et leurs «efforts inlassables pour renforcer les acquis de l'union».

Les réunions préparatoires permettront «d'apporter les dernières retouches, en prévision de la réunion de la Commission générale et des cadres de l'Union, et ce à travers la révision définitive des projets d'ordre du jour de la conférence et de toutes les réunions y afférentes», a-t-il précisé. La 47è réunion du Comité Exécutif de l'UPCI, tenue en mars dernier à Alger, a permis d'adopter une motion de procédures relative aux communautés et minorités musulmanes et former le Comité des conférences et des minorités musulmanes de l'union.

De son côté, Mohamed Yazid Benhamouda, membre du comité exécutif de l'UPCI, a précisé dans une déclaration à la presse qu'à travers le slogan de la conférence «Le monde islamique et les enjeux de la modernisation et du développement », «nous œuvrons à faire passer l'union, à la faveur d'une vision purement algérienne et diplomatique, de la théorie à la pratique, pour que le monde islamique puisse trouver des mécanismes de coopération».

Les portes de l'Algérie sont «ouvertes» à tous, d'autant que la diplomatie algérienne a connu l'année dernière un rythme ascendant, a-t-il ajouté.

S'agissant des résultats de la Conférence, M. Benhamouda a fait savoir qu'«ils prendront en considération les résultats du Sommet arabe, de la Déclaration d'Alger au sujet de la Palestine et de la Conférence de rassemblement des factions palestiniennes», précisant que cet objectif «n'est pas facilement réalisable et doit être appuyé davantage».

La Conférence, dit-il, connaît une participation «quantitative et qualitative», avec la présence de plus de 35 parlements de pays musulmans et plus de 22 présidents de parlement, constituant «une preuve que l'Algérie occupe une place importante dans les relations internationales, notamment dans le monde arabe et islamique, mais aussi au plan international».

La Conférence sera couronnée par une déclaration que l'ensemble des parlementaires de l'OCI adopteront, selon M. Benhamouda, affirmant que les résultats «au vu du sérieux qui marque les rencontres d'Alger, seront à la hauteur de la réputation de l'Algérie».

Mohamed Mecelti

JUSTICE

Le Bouclier de l'UNOA décerné au président de la République

EN RECONNAISSANCE de «l'intérêt particulier qu'accorde le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au secteur de la justice et aux avocats, l'Union nationale des ordres des Avocats (UNOA) lui a décerné hier à Alger le Bouclier de l'UNOA.

La cérémonie de distinction s'est déroulée au Centre international des conférences (CIC), Abdelatif-Rahal, à l'occasion du séminaire international sur «Le rôle de l'avocat dans l'accompagnement de l'investissement et le règlement des litiges», organisé par l'UNOA en partenariat avec le ministère de la Justice et en coopération avec l'Union internationale des avocats. La distinction a été reçue par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, le conseiller du président de la République chargé des affaires juridiques et judiciaires, Boualem Boualem et le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Abderrachid Tabi.

Cet hommage intervient en reconnaissance de «l'intérêt particulier qu'accorde le président de la République au secteur de la justice et aux avocats».

M. M.

MARCHÉ DE L'EMPLOI

Le numérique change l'approche métier

La numérisation tous azimuts change l'approche métier et fait apparaître de nouveaux métiers. Les entreprises sont de plus en plus à la recherche de compétences dans les technologies de l'information et de la communication (TIC), sans pour autant tourner le dos aux métiers « classiques ».



Le Salon de l'emploi et de la formation, qui a ouvert ses portes avant-hier, était une occasion pour confirmer cette tendance. Placé sous le slogan « La numérisation, un outil de développement de l'économie nationale », le Salon a connu une grande affluence aux premières heures d'ouverture. Etudiants, demandeurs d'emploi et de formation se sont rués au palais de la Culture qui abrite cet événement pour une durée de trois jours. Des chaînes se sont formées devant les stands des entreprises et des écoles. L'objectif : décrocher un poste d'emploi ou une formation complémentaire. Et ce sont les compétences dans les TIC qui sont les plus recherchées. C'est ce qu'a été confirmé par Emploipartner (entreprise de e-recrutement), qui est sponsor de la 16e édition du Salon de l'emploi. « Les entreprises sont de plus en plus à la recherche de jeunes compétences formées dans les nouvelles technologies pour répondre aux besoins de l'entreprise qui se numérise et qui renforce leur communication sur les réseaux sociaux », a précisé Serine Zemrani, responsable marketing digital à Emploipartner, signalant, cependant, que les entreprises sont à la recherche de différents profils, surtout avec la relance post-Covid.

La participation des start-up au Salon de l'emploi constitue aussi la particularité de cette édition. Une quinzaine de ces entreprises innovantes, qui ont développé des solutions dans plusieurs domaines, à l'instar de la formation et des télécoms, exposent leur service. Ces start-up sont aussi là pour recruter, notamment dans le domaine commercial, marketing et financier. C'est ce qu'a indiqué Wassila Knatef Arab, directrice de l'incubation, la formation et l'entrepreneuriat à l'Agence nationale de promotion et de développement des parcs technologiques. Elle a affirmé que la mission de l'Agence consiste en l'accompagnement des porteurs de projets et des start-up dans le domaine des TIC. Leur participation au Salon est dictée, selon elle, par la thématique du Salon, qui est accès sur la numérisation et le digital, mais aussi sur le fait d'être à l'écoute pour orienter des jeunes porteurs de projets. « Nombreux sont ceux qui s'interrogent sur le processus de création de start-up. En plus de ceux qui cherchent des postes d'emploi, d'autres s'intéressent à la création de start-up », a-t-elle précisé, affirmant que l'agence accomplie par là sa mission de sensibilisation à l'entrepreneuriat. Les secteurs de la banque et des assurances ont été représentés lors de ce rendez-vous annuel, comme annoncé par le commissaire du Salon.

Les compagnies d'assurances ainsi que des banques publiques et privées ont été très sollicitées par les visiteurs. L'occasion aussi pour certaines entreprises de mettre à jour leur CVthèque, comme c'est le cas chez Cosider, lequel recrute en fonction des besoins des nouveaux projets, selon le chef de service formation. Les grandes compagnies nationales ont été au rendez-vous, comme le Groupe Sonatrach et Air Algérie.

Cette dernière, très convoitée par les demandeurs d'emploi, participe surtout dans le but de rencontrer les organismes de formation, sachant que la formation est considérée comme un axe stratégique de la direction générale de la compagnie.

Une panoplie de formations est, par ailleurs, proposée par les écoles et centres de formation présents au palais de la Culture.

En sus des formations de langues, des écoles proposent des formations qualifiantes dans le domaine des énergies renouvelables et de l'environnement.

Du côté des visiteurs, un grand intérêt est exprimé à ce Salon.

Munis de leur CV et surtout d'une grande détermination, les jeunes diplômés aspirent à décrocher un emploi. Si certains étaient confiants, d'autres n'ont pas manqué d'exprimer leur pessimisme. Comme c'est le cas d'une dame qui a accompagné son fils et sa nièce diplômés en construction mécanique et pétrochimie, lesquels sont au chômage depuis au moins deux années.

Lilia Aït Akli

SALON INTERNATIONAL DE LA VENTILATION, ÉLECTRICITÉ ET CHAUFFAGE

Cap sur l'efficacité énergétique

DÉDIÉ aux équipements et technologies du secteur en Afrique du Nord, le Salon International de la Ventilation Electricité, Chauffage et Climatisation (SIVECC) revient dans sa troisième édition. Plus de 80 exposants nationaux et internationaux sont attendue à salon qui se tiendra du 30 janvier au 02 février 2023, au Palais des expositions SAFEX d'Alger. Cette édition sera marquée par la grande participation des institutions publiques dans le domaine.

Placé sous le haut patronage de Monsieur le Ministre de l'Industrie, le Salon International de la Ventilation Electricité, Chauffage et Climatisation qu'organise la société M&S PUB, regroupera les professionnels du secteur. « C'est le premier salon dédié aux équipements et technologies du secteur en Afrique du Nord. Cette plateforme à grande échelle, le rendez vous incontournable des professionnels du métier, répondra aux exigences et aux besoins des acteurs économiques du domaine HVAC (une compagnie intervient dans les domaines de la climatisation, ventilation, traitement de l'air…) », a-t-on indiqué dans un communiqué, affirmant que cet événement s'inscrit dans une dynamique de réponse à la transition énergétique. Le SIVECC qui s'étalera sur 4 000m2, verra la participation de plus de 80 exposants nationaux et internationaux, et rassemblera des opérateurs des domaines de l'installation, l'exploitation et la maintenance, de la plomberie, la climatisation et la qualité de l'air ainsi que de la géothermie et les systèmes de chaleur.

Les entreprises algériennes et internationales présenteront ainsi aux 5 000 visiteurs attendus leurs « dernières créations et inventions technologiques dans les domaines de la ventilation, chauffage, électricité et climatisation, portées par le souci d'accompagner une demande sans cesse croissante de ces produits tant sur le plan qualité que sécurité visant ainsi le confort aéraulique à son maximum ».

Un riche programme de conférences, animées par des experts en la matière, accompagneront cette manifestation. « Les professionnels du secteur pourront assister dès l'ouverture aux 18 conférences animées par des :

Managers du secteur, chercheurs, ingénieurs et formateurs dans les HVAC et qui seront axées sur l'efficacité énergétique afin de tirer profit de cette dynamique scientifique et s'enrichir au contact des acteurs économiques des pays étrangers comme la France, l'Italie, l'Égypte et la Turquie », a-t-on précisé, signalant la grande participation des institutions publiques dans le domaine.

Le ministère de l'Industrie, à la fois parrain et partenaire fidèle pour la deuxième fois consécutive sera présent avec toutes les filières du secteur. Il s'agit de l'ANIREF, l'IANOR, l'ALGERAC, l'INAPI, l'INPED et l'ONML. Ceci « confirme encore une fois son soutien indéfectible au Salon et à ses programmes », a-t-on noté. Des responsables de ces mêmes institutions et organismes animeront des conférences sur l'efficacité énergétique aux côtés des organismes publiques partenaires comme l'ALGEX, le CEREFE et l'APRUE.

Les organisations professionnelles, partenaires du secteur auront également des espaces dédiés afin de se mettre à jour des dernières technologies proposées et promouvoir leurs métiers. Des stands seront également dédiés aux universités et aux clubs scientifiques à l'instar du : Club Génie Civil USTHB, Club IBDAA, Polytechnic Leaders CLUB «PLC».

Le SIVECC est ainsi devenu la plaque tournante des échanges pour les opérateurs et les acteurs des HVAC. 64 exposants et 3 564 visiteurs ont pris part à la deuxième édition, avec un programme de 10 conférences scientifiques et techniques.

Hamid B.

PROJET DE LOI SUR LA GESTION DES PSYCHOTROPES

Le satisfecit du SNAPO

Le Syndicat national des pharmaciens d'officine (SNAPO) a exprimé sa satisfaction suite à l'adoption, par le Conseil des ministres, du projet de loi relatif à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes.



Ledit projet garantit, en effet, la protection des pharmaciens, la publication de la liste des produits psychotropes dans une liste locale ainsi que l'instauration de mécanismes numériques pour une meilleure gestion des psychotropes.
Le président du Syndicat national des pharmaciens d'officine, Messaoud Belambri, a salué la décision du Conseil des ministres, relative à l'adoption de ce projet de loi, notamment dans son volet relatif à la nécessité de garantir « une protection particulière aux pharmaciens ».
Contacté par le Jeune Indépendant, M. Belambri a estimé que cette décision est survenue après des mois, voire plusieurs années, de discussions et de concertations avec les parties prenantes.
Il a évoqué, avec satisfaction, les trois principales nouveautés dans ledit projet de loi modifiant et complétant la loi n° 04-18 du 25 décembre 2004. M. Belambri a cité en premier lieu la classification officielle et la publication de la liste des produits psychotropes dans une liste locale.
Il a évoqué, dans ce sens, les médicaments antidouleur à risque avéré d'abus de pharmacodépendance et de leur usage détourné, telles que le Tramadol et Prégabaline, qui seront ainsi inscrits dans la liste locale des psychotropes.
Il a, à ce propos, expliqué qu'il y aura possibilité de procéder à une classification nationale, comme il a déjà été annoncé par le ministre de la Justice, garde des Sceaux. Selon lui, l'ancienne loi a classé ces produits psychotropes, stupéfiants et les plantes psychotropes selon une liste internationale.
Il n'y avait pas de possibilité d'ajouter à cette liste au niveau local des produits qui faisaient l'objet de détournement pour leurs propriétés psychotropes, à l'instar du Tramadol et de Prégabaline, sachant que l'Algérie était liée à cette liste internationale, selon les anciens dispositifs réglementaires.
Poursuivant dans le même sens, le premier responsable du SNAPO a précisé qu'à l'instar de l'Egypte et l'Inde, qui ont ajouté à la classification internationale au niveau local des produits qui faisaient l'objet de détournement d'usage, l'Algérie a adopté la même politique pour protéger la société et lutter contre la toxicomanie.
« De manière continue, à chaque fois on tombe sur une nouvelle substance chimique de produits qui sont détournés de leur usage thérapeutique vers un usage de toxicomanie », a-t-il ajouté.
La deuxième nouveauté concerne l'instauration de mécanismes numériques pour cerner les problèmes qui entourent la gestion des psychotropes, notamment en matière de contrôle et de suivi.
Le président du SNAPO a affirmé que « ce projet permettra de recourir à la solution numérique. Il y aura un fichier national numérique pour tous les mouvements de substances psychotropes et stupéfiantes. Cela pourra générer des fichiers numériques, des gestes numériques et digitaux ainsi que des ordonnances sécurisées ».
Selon lui, cette numérisation, qui vise à lutter contre l'usage illicite de ces produits, va assurer une meilleure traçabilité et maîtrise.
Pour ce qui est de la troisième nouveauté, M. Belambri a évoqué des peines de prison à l'encontre des agresseurs de pharmaciens, indiquant l'insertion de plusieurs articles dans ce projet de loi qui protègent les professionnels de santé, y compris les pharmaciens qui font l'objet de menaces et d'agressions quotidiennement. Le président du SNAPO a tenu à rappeler les trois assassinats qui ont eu lieu dans des pharmacies en l'espace de quatre ans, suite à des agressions à Mascara, Aïn El-Fekroun dans la wilaya d'Oum El-Bouaghi, et à Batna.
Il a également cité l'incendie volontaire qui a ciblé une pharmacie dans la commune d'Ouenza, à Tébessa, et où une pharmacienne a été gravement blessée.
Donc, cette décision d'assurer une protection particulière aux pharmaciens, a-t-il dit, est plus que nécessaire vu la vulnérabilité des pharmaciens d'officine, dont 1 500 assurent un service de nuit.

Samia Acher

PORTRAIT

Aboubaker, un autiste aux multiples talents

ETRE AUTISTE en Algérie est encore un combat inégal contre une maladie qui reste méconnue, mais aussi et surtout contre toute une société et ses préjugés. « Les solutions existent pourtant, selon l'état et l'aptitude à suivre et à communiquer », a affirmé R. Rahal, président de l'Association des autistes de la wilaya de Blida, lors d'une rencontre avec les journalistes.
L'invité d'honneur n'est autre que Aboubaker Misraoui, un autiste de 14 ans, un génie, avec ses divers talents dont le dessin, la mécanique et l'informatique. Il a été invité par ce parterre de journalistes afin de le booster et l'encourager à rester sur la même dynamique. En effet, cet enfant autiste et collégien en 1re année moyenne vit avec sa mère.
« Je suis divorcé, je vis avec mon seul enfant. J'ai découvert son autisme à l'âge de 3 ans, par le biais d'un médecin après avoir été soigné pour une amygdalite.
C'est à ce moment-là que le médecin a remarqué des symptômes inhabituels chez l'enfant et m'a conseillée d'aller voir un spécialiste en la matière pour diagnostiquer son état. Depuis ce moment, j'ai pris mon fils en charge. On a vécu l'enfer pendant des années, sans ressources et sans logis », a confié Saida, sa mère, les larmes aux yeux.
L'autisme n'a pas empêché Aboubaker d'être créatif et de dessiner des dizaines de dessins de formes différentes qui portent différentes significations et connotations. Ses dessins ne diffèrent pas de ceux d'autres dessinateurs formés pour la circonstance. Il passe le plus clair de son temps à la maison avec du papier et des crayons de couleur pour exprimer, à travers ces dessins, ce qu'il n'a pas pu exprimer avec des mots.
La plupart de ses dessins sont issus de son imagination personnelle, et il a aussi une grande justesse dans l'utilisation de couleurs très compatibles avec les formes dessinées. Le talent de mon fils n'est pas seulement lié au dessin, il a aussi d'autres talents dans l'électronique et l'informatique. Il démonte et installe certains éléments à la maison avec une extrême précision, y compris des dispositifs de télécommande », a déclaré sa mère au parterre de journalistes. Pour sa part, le président de l'Association autisme de la wilaya de Blida, Rachid Rahal, témoigne du génie de l'enfant Aboubaker. « Lors d'un concours de dessin, il a eu le 1er prix. Il a laissé les jurés ébahis », a-t-il indiqué.
L'enfant Aboubaker a trouvé un espace dans la maison de Jeunes de Oued El-Alleug, où il réside. C'est là qu'il a développé ses talents dans un atelier de dessin. « Il a besoin de plus d'encouragements. En contact constant avec lui, j'ai découvert en lui d'autres talents.
Il choisit les couleurs de ses dessins avec une grande justesse et constance », a dit Rachida, la directrice de la maison de Jeunes. Autant de questions souvent sans réponses taraudent l'esprit de Saïda, la mère d'Aboubaker, concernant le devenir de son unique enfant.
« On est marginalisé, on prend nos enfants autistes pour des fous.
Pourquoi l'Etat ne fait rien pour nous à travers votre journal. Je lance un appel aux autorités, P/APC et chef de daïra d'Oued El-Alleug, pour l'obtention d'un logement afin que je puisse être à l'abri avec mon enfant », a fini par dire, en larmes, la malheureuse maman.

T. Bouhamidi

PÉROU

Une motion de vacance déposée contre la présidente

Les tensions ne faiblissent pas au Pérou. La mobilisation se poursuit dans la capitale ainsi que dans les campagnes.



Une motion de vacance a été déposée contre la présidente pour dénoncer sa gestion des forces de l'ordre. La mobilisation bat son plein et ne faiblit pas au Pérou, où une journée nationale de protestation et des marches ont eu lieu le 25 janvier dans de nombreuses villes du pays. La présidente Dina Boluarte, cible des manifestants qui demandent sa démission, avait appelé la veille à une «trêve nationale» alors qu'à Lima, une nouvelle grande manifestation réclamant son départ a été le théâtre d'affrontements violents. Plusieurs milliers de protestataires venus des régions andines, souvent pauvres, ont défilé dans le centre de la capitale, munis de drapeaux péruviens et aux cris de «Dina assassine», en référence aux dizaines de personnes tuées depuis le début de la contestation en décembre.

Des dénonciations appuyées par des parlementaires, qui ont déposé une «motion de vacance» contre la présidente Dina Boluarte. Le document, qui a pour but de dénoncer la vacance du pouvoir «pour incapacité morale permanente», a le soutien de plus de 20 membres du Congrès, qui en compte 120. 57 personnes mortes par usage excessif de la force Il s'agit pour eux de dénoncer la gestion présidentielle des forces de l'ordre qui font, selon les signataires, un usage excessif des armes contre les citoyens qui manifestent dans tout le pays pour exiger la démission de la présidente, la libération de Pedro Castillo et une assemblée constituante. «Notre pays est saigné à blanc par la mauvaise gestion du gouvernement et des forces de l'ordre dirigées par madame Boluarte, puisqu'à ce jour 44 personnes sont mortes [57, selon l'ombudsman] à la suite de l'usage excessif des armes contre les Péruviens», lit-on dans le document, comme le rapporte le quotidien La Gestion. Selon l'AFP, les pénuries et l'inflation s'aggravent dans plusieurs régions du sud du pays en raison des nombreux barrages routiers dressés par les manifestants, de nouveaux affrontements ayant éclaté le 25 janvier pendant la journée nationale de protestation, alors que la crise est entrée dans sa sixième semaine. Dans la matinée, plusieurs dizaines de manifestants se sont en outre rassemblés dans le calme devant l'ambassade des Etats-Unis à Lima pour protester contre le soutien de Washington au gouvernement de Dina Boluarte. «Nous sommes le peuple, pas des terroristes», ont clamé les protestataires. Les manifestants, et par la même occasion l'ancien président Pedro Castillo, ont reçu le soutien de plusieurs dirigeants latino-américains. Le gouvernement Boluarte a notamment protesté le 25 janvier auprès de l'ambassadeur du Chili à Lima après des déclarations du président chilien Gabriel Boric lors d'un sommet latino-américain à Buenos Aires, lequel a affirmé que les manifestants au Pérou «se font tirer dessus par ceux qui devraient les défendre». Les violences ont également été dénoncées par le président colombien Gustavo Petro, la présidente hondurienne Xiomara Castro et le président mexicain Andrés Manuel Lopez Obrador. Les trois dirigeants ont également appelé à la libération de Pedro Castillo, «illégitimement détenu», selon eux.

Les troubles ont commencé au Pérou le 7 décembre, après la destitution et l'arrestation du président socialiste Pedro Castillo, accusé d'avoir tenté un coup d'Etat en voulant dissoudre le Parlement qui s'apprêtait à le chasser du pouvoir et qui avait, par deux fois déjà, essayé de le destituer en moins d'un an et demi de pouvoir. Dina Boluarte, son ancienne vice-présidente et colistière aux élections de 2021, l'a remplacé conformément à la Constitution mais est considérée comme «une traîtresse» par les manifestants. Cette crise reflète notamment l'énorme fossé entre la capitale et les provinces pauvres, qui soutenaient Pedro Castillo et voyaient son élection comme une revanche sur ce qu'elles considèrent être le mépris de Lima. A l'ONU, le gouvernement de Boluarte se défend Devant le Conseil des droits de l'homme (CDH) à Genève, la situation a été abordée dans le cadre de l'examen périodique universel du Pérou, un processus auquel sont soumis environ tous les quatre ans les pays membres de l'ONU. Le gouvernement de Dina Boluarte a saisi cette occasion pour tenter de défendre sa politique. «Nous sommes convaincus que nous agissons de manière appropriée pour défendre la démocratie et les droits humains», a déclaré le ministre de la Justice José Andrés Tello, dans une allocution vidéo, assurant que son pays faisait face à une «situation complexe». Il a accusé les manifestants de violences et a insisté sur le fait que les mesures prises pour rétablir l'ordre public l'avaient été dans le plein respect des obligations constitutionnelles et internationales. L'ambassadeur péruvien auprès des Nations unies à Genève, Luis Chuquihuara Chil, a quant à lui assuré que le Pérou respectait «les manifestations pacifiques» et que les forces de sécurité œuvraient au rétablissement de «la paix sociale». Il a également déclaré que le gouvernement s'engageait à enquêter sur toute forme d'abus.

R. I.

BURKINA FASO

Paris rappelle son ambassadeur

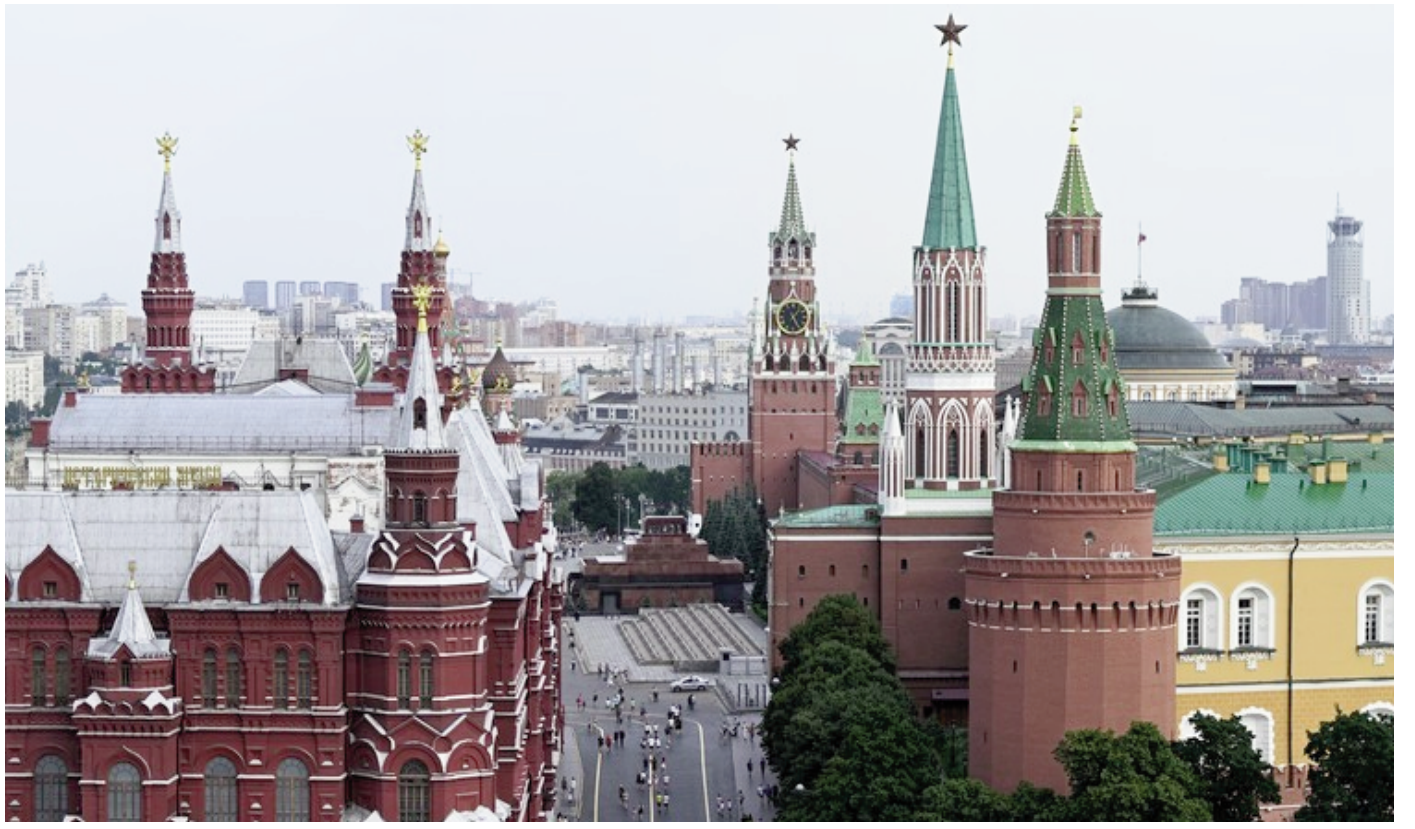
AU LENDEMAIN de l'annonce du prochain départ du Burkina Faso des quelque 400 militaires des forces spéciales françaises, Paris a décidé de rappeler son ambassadeur Luc Hallade «pour mener des consultations». Le ministère français des Affaires étrangères a annoncé le 26 janvier le rappel de son ambassadeur au Burkina Faso au lendemain de l'annonce du départ du pays des forces spéciales françaises d'ici «un mois». «Dans le contexte des derniers développements intervenus au Burkina Faso, nous avons décidé de rappeler notre ambassadeur à Paris, pour mener des consultations sur l'état et les perspectives de notre coopération bilatérale», a expliqué à l'AFP le Quai d'Orsay. Interrogée sur le rappel provisoire ou définitif de Luc Hallade, la porte-parole du Quai Anne-Claire Legendre a souligné que Paris avait convenu avec les autorités burkinabè «de traiter de ce sujet en bonne entente et dans les formes diplomatiques qui sont habituelles». Plusieurs semaines de tensions diplomatiques Pour l'heure, le ministère «profite de sa présence» à Paris pour prendre le pouls de la situation actuelle et des perspectives de la relation bilatérale, a-t-elle ajouté lors d'un point presse. Dans les usages diplomatiques, un tel rappel pour «consultations» signale un mécontentement avec le pays voire une crise diplomatique. Mais le rappel de Luc Hallade coïncide également avec une demande des autorités burkinabè de remplacer l'ambassadeur. En décembre, une lettre avait en effet été envoyée à Paris pour réclamer son départ, les autorités burkinabè lui reprochant d'avoir fait état de la dégradation de la situation sécuritaire dans le pays. L'ambassadeur, qui était arrivé à Ouagadougou à l'été 2019, était toutefois resté à son poste. Et la visite de la secrétaire d'Etat française Chrysoula Zacharopoulou le 10 janvier avait laissé entrevoir une possibilité d'apaisement. Le tournant est intervenu il y a quelques jours quand le gouvernement burkinabè a décidé de dénoncer l'accord de 2018 relatif au statut des forces françaises présentes dans ce pays. Une dénonciation «formellement» reçue le 24 janvier par le ministère des Affaires étrangères. «Conformément aux termes de l'accord, la dénonciation prend effet un mois après la réception de la notification écrite», a-t-il précisé à l'AFP. La France respectera «les termes de cet accord en donnant suite à cette demande», a ajouté le Quai d'Orsay. Face à des relations franco-burkinabè dégradées et un sentiment anti-français grandissant à travers le pays, les responsables français martelaient ces derniers mois que les forces spéciales ne resteraient qu'à la demande des autorités burkinabè. Redéploiement au Niger ? «La France n'impose rien, elle est disponible pour inventer un avenir ensemble», avait ainsi déclaré la secrétaire d'Etat à l'issue d'un entretien avec le capitaine Ibrahim Traoré au pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat fin septembre. Pourtant, peu après cette visite, le gouvernement burkinabè avait fait savoir qu'il affirmerait avec force la souveraineté du pays et entendait «diversifier ses partenaires» dans la lutte anti-djihadiste, longtemps menée principalement avec l'aide de la France, ancienne puissance coloniale. Le Burkina héberge actuellement un contingent de près de 400 militaires des forces spéciales françaises, dans une opération baptisée Sabre. Ces militaires auront quitté le pays «d'ici fin février» et le retrait de tous les matériels devrait être achevé «fin avril», a affirmé le 25 janvier à l'AFP une source proche du dossier. Selon des sources concordantes, l'option privilégiée serait alors de redéployer ces militaires d'élite au Niger voisin, qui accueille déjà près de 2 000 personnels français.

R. I.

CHARS LIVRÉS À KIEV

Le Kremlin dénonce l'implication directe des Occidentaux dans le conflit

Le Kremlin a fustigé la décision du président américain Joe Biden de livrer une trentaine de chars Abrams à l'Ukraine, estimant qu'elle démontrait la participation directe des Etats-Unis, malgré leurs dénégations.



Le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov n'a pas manqué de réagir ce 26 janvier à l'annonce faite la veille par le président américain Joseph Biden de la livraison prochaine de 31 chars Abrams à Kiev, dans la foulée de la décision de l'Allemagne de fournir des chars Leopard aux forces ukrainiennes. Les livraisons de chars lourds démontrent l'engagement «direct» de l'Occident, juge Peskov «Les capitales européennes et Washington ne cessent de déclarer que l'envoi de divers systèmes d'armes, notamment de chars, en Ukraine ne signifie en aucun cas que ces pays ou l'OTAN soient impliqués dans le conflit», a relevé le porte-parole de la présidence russe. Une affirmation avec laquelle il a indiqué être en complet désaccord. Au contraire, «Moscou considère tout ce que font l'Alliance [atlantique] et la capitale susmentionnée comme une implication directe dans le conflit», a déclaré Dmitri Peskov lors d'une conférence de presse. Après des semaines d'hésitations, les Etats-Unis ont emboîté le pas à l'Allemagne en annonçant la livraison de chars lourds à l'Ukraine, traduisant un soutien occidental accru à Kiev, deux semaines après l'annonce par les mêmes pays de l'envoi de blindés légers. Selon les mots de Joe Biden, l'envoi d'une trentaine de chars lourds ne constituerait pas «une menace offensive contre la Russie», mais matérialiserait l'engagement «durable et inlassable» des Etats-Unis auprès de Kiev. «Nous serons aux côtés de l'Ukraine tant qu'il le faudra», a insisté le dirigeant démocrate dans un message publié sur Twitter. Même tonalité à Paris : «Ni la France, ni aucun de ses partenaires, ne sont en guerre contre la Russie», a affirmé ce 26 janvier le ministère français des Affaires étrangères. «Nous ne sommes pas en guerre avec la Russie et aucun de nos partenaires ne l'est», a déclaré la porte-parole du Quai d'Orsay Anne-Claire Legendre, lors d'un point de presse. Selon la diplomatie française, «la livraison d'équipements militaires dans le cadre de l'exercice de sa légitime défense [...] ne constitue pas une co-belligérance». Le 25 janvier, l'ambassadeur de Russie en Allemagne a mis en garde Berlin contre les conséquences de ces livraisons de chars, une décision «extrêmement dangereuse» qui «amène le conflit à un nouveau niveau de confrontation». Pour le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg, les chars lourds envoyés à Kiev par plusieurs pays «à un moment critique de la guerre» pourraient «aider l'Ukraine à se défendre, à vaincre et à l'emporter en tant que nation indépendante». Depuis le début de l'«opération spéciale» – que Kiev et ses alliés dénoncent comme une guerre d'invasion – , la Russie condamne les livraisons d'armements aux autorités ukrainiennes. En juin 2022 par exemple, le président russe Vladimir Poutine avait accusé les pays qui fournissaient du matériel à l'Ukraine de n'avoir «qu'un seul but : faire durer le conflit armé autant que possible». Plus récemment, en décembre, le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov déclarait : «Les livraisons d'armes se poursuivent, l'assortiment des armes fournies s'élargit», ce qui induit que «le conflit s'aggrave et n'augure rien de bon pour l'Ukraine».

R. I.

L'Occident dit vouloir éviter l'escalade, une posture intenable ?

MULTIPLIANT les envois d'armements lourds à Kiev, l'Occident continue de prétendre être extérieur au conflit et chercher à éviter toute «escalade» avec la Russie. La ministre allemande Annalena Baerbock a toutefois déclaré lui «mener une guerre». Dix-huit depuis les Pays-Bas, quatorze de Pologne, autant d'Allemagne et de Finlande, six du Danemark et de la Suède, quatre du Portugal et du Canada… Depuis le feu vert donné le 25 janvier par Olaf Scholz à l'envoi et à la réexportation vers l'Ukraine de chars d'assaut Leopard 2, les promesses de dons fusent des quatre coins de l'Occident. En moins de 24 heures ce sont plus d'une centaine de chars lourds, de fabrication allemande, qui ont été promis à Kiev. Cette centaine de blindés occidentaux, taillés pour l'offensive, s'ajoutera aux 31 chars Abrams annoncés par Joseph Biden, ainsi qu'aux quatorze Challenger 2 promis par Londres à la mi-janvier. «Nous menons une guerre contre la Russie» Alors que du côté des chancelleries occidentales on tente de déterminer où se situe le «seuil» à partir duquel on bascule dans la cobelligérance, la responsable de la diplomatie allemande Annalena Baerbock a jeté un pavé dans la mare. Le 24 janvier, à l'issue d'une longue allocution devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qu'elle encense, elle est interpellée par le britannique Christopher Chope, président des conservateurs européens. Ce dernier demande alors à la ministre allemande ce qui peut être fait pour lui permettre de concrétiser ses promesses de livrer à l'Ukraine des chars Leopard 2. «Oui, nous devons faire plus, également en ce qui concerne les chars. Mais le plus important et le plus décisif, c'est que nous le fassions ensemble - et ne pas jouer en Europe au jeu des reproches - parce que nous menons une guerre contre la Russie et non les uns contre les autres» réplique, dans la langue de Shakespeare, une Annalena Baerbock renfrognée. La scène a lieu la veille du fameux feu vert de Berlin, accord pour lequel Baerbock milite avec ferveur depuis des mois... quitte à couper l'herbe sous le pied à son propre chef de gouvernement. Le discours occidental, ou le pacifisme belliciste De son côté, l'ambassadeur russe en Allemagne dénonçait une décision «extrêmement dangereuse», amenant «le conflit à un nouveau niveau de confrontation», et accusait Berlin d'alimenter une «escalade permanente». «Une guerre préméditée contre la Russie est implicite ici», a aussi réagi sur sa chaine Telegram Maria Zakharova, porte-parole de la diplomatie russe. Cette dernière a établi un lien avec les déclarations, début décembre, d'Angela Merkel sur les accords de Minsk. Dans une interview accordée à Die Zeit, l'ancienne chancelière allemande défendait que les accords de Minsk n'avaient été en 2015 qu'une «tentative de donner du temps à l'Ukraine» pour se renforcer militairement en vue d'une confrontation future avec Moscou. Alors que l'intention alors affichée était la fin des combats dans le Donbass. «Ni la France, ni aucun de ses partenaires, ne sont en guerre contre la Russie» a tenu à assurer encore ce 26 janvier le Quai d'Orsay, en réponse aux accusations de Moscou d'une implication directe des Occidentaux, après leur décision de livrer leurs chars lourds aux Ukrainiens. «Nous ne voulons pas qu'il y ait une escalade, ni une guerre entre la Russie et l'OTAN», déclarait la veille Olaf Scholz au Bundestag, devant lequel il justifiait sa décision d'autoriser l'envoi de Leopard 2 en Ukraine. Le parti de l'escalade donne de la voix Du côté de l'Elysée également, avec le même entrain mis naguère à appeler au respect des Accords de Minsk, on répète aujourd'hui ne pas vouloir d'«escalade». Le «Château» se «félicite de la décision allemande qui amplifie le soutien que nous avions engagé avec la livraison des AMX-10 RC». Néanmoins, Paris, qui selon la presse américaine aurait fait pression sur Berlin aux côtés de Varsovie pour l'envoi des Leopard 2 en Ukraine, ne s'est pas encore prononcé sur l'envoi de ses propres chars Leclerc. «Aucune décision n'est prise» les concernant, déclarait ce 26 janvier Catherine Colonna, ministre des Affaires étrangères , tout en rappelant les propos d'Emmanuel Macron: «rien n'est exclu». Lors de son annonce, le président français avait déclaré que cet envoi serait décidé au regard de trois critères, notamment «que cela ne soit pas escalatoire». Un argument «peu pertinent» a rétorqué le 25 janvier à l'exécutif le sénateur Claude Malhuret (Horizons, ex LR) lors des séances de questions au gouvernement. «On ne peut dire aux Ukrainiens qu'on les soutiendra jusqu'à la victoire finale et en même temps qu'on ne veut pas d'escalade, parce que par définition la victoire nécessite une escalade» a-t-il assené. «Il faut évidemment franchir un palier», a-t-il répété ce 26 janvier sur RTL, regrettant que les alliés occidentaux «laissent le monopole de l'escalade» au président russe Vladimir Poutine. Parallèlement à cette nouvelle ligne franchie par les Européens, les Etats-Unis renforcent leur présence militaire sur le Vieux continent. Début janvier, le commandement de l'Armée américaine pour l'Europe et l'Afrique a ainsi annoncé, dans le cadre de l'opération Atlantic Resolve, l'arrivée de 2 500 «pièces d'équipement» dans le port néerlandais de Vlissingen afin de renforcer le flanc oriental de l'OTAN. Une cargaison incluant 1 275 véhicules, dont des chars M1 Abrams ainsi que des véhicules de combat d'infanterie (VCI) Bradley, dont plusieurs dizaines ont depuis été promis à l'Ukraine.

R. I.

COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS U-17 (29 AVRIL AU 19 MAI PROCHAINS) : TIRAGE AU SORT LE 1ER FÉVRIER À ALGER

LE TIRAGE au sort de la Coupe d'Afrique des Nations U-17 Algérie- 2023, sera effectué le mercredi 1er février au Cercle National de l'Armée (Alger), a annoncé la Confédération africaine de football (CAF) jeudi. La cérémonie prévue à 12h00 heure algérienne (11h00 GMT) sera diffusée en direct sur les plateformes digitales de la CAF et les chaînes de télévision partenaires, précise l'instance africaine dans un communiqué publié sur son site officiel. Le tirage au sort fait suite aux éliminatoires qui ont eu lieu sur tout le continent. Onze équipes rejoignent l'Algérie hôte pour le tournoi final. Il s'agit du Nigeria, le Burkina Faso, le Sénégal, le Mali, la Somalie, l'Afrique du Sud, le Sud-Soudan, le Cameroun, le Maroc, le Congo et la Zambie. La Coupe d'Afrique des Nations U-17 se déroulera en Algérie du 29 avril au 19 mai dans les villes d'Alger, Constantine et Annaba, qui accueillent actuellement le Championnat d'Afrique des Nations CHAN (13 janvier-4 février 2023).

RABAH MADJER AU SITE OFFICIEL DE LA CAF :

«La septième édition a été un succès»

L'ancien international algérien Rabah Madjer, a affirmé jeudi que le championnat d'Afrique des nations CHAN 2022 qui se déroule en Algérie depuis le 13 janvier jusqu'au 4 février a été un "succès" et constitue une "plateforme importante" pour découvrir de nouvelles stars africaines.

"La septième édition du CHAN a été un succès. C'est un tournoi essentiel pour les joueurs locaux. Le CHAN leur donne une chance d'accéder à la première équipe. C'est un bon processus et pourquoi ne pas trouver une opportunité d'évoluer dans un club européen", a déclaré Madjer au site officiel de la CAF. Dix-sept pays (record) scindés en cinq groupes prennent part à la 7e édition de la compétition qui se déroule dans quatre villes algériennes, (Alger, Oran, Constantine et Annaba). Le tournoi entame à partir de ce vendredi les quarts de finale avec le choc Algérie -Côte d'Ivoire à 17h00 au stade Nelson-Mandela de Baraki (Alger). "Nous sommes fiers en tant que pays d'organiser le CHAN pour la première fois. Nous voyons une bonne organisation jusqu'à présent et de beaux stades. La cérémonie d'ouverture était merveilleuse. C'était une fête extraordinaire. C'était comme une fête de la Coupe du monde. C'est une bonne chose et en ce qui concerne le niveau des matchs, il est jusqu'à présent incroyable et nous espérons que le niveau continuera à s'améliorer dans le reste des matchs" a-t-il ajouté. D'autre part, l'ancien Ballon d'Or a



applaudi le grand intérêt que le président de la CAF Patrice Motsepe porte aux joueurs locaux. "Nous avons vu sa présence en Algérie avec le Président de la FIFA, et cela prouve qu'ils estiment le football local africain". Madjer, qui a entraîné la sélection algérienne à deux reprises, a déclaré : "Je suis l'une des personnes qui encouragent le plus les joueurs locaux. Lorsque j'ai entraîné l'équipe nationale algérienne, j'ai donné de nombreuses opportunités aux joueurs locaux." L'ancienne star de Porto, qui a été nommé joueur africain de l'année en 1987 et a remporté la Coupe d'Afrique des Nations avec l'Algérie en 1990, estime que le football africain s'est développé. "Le football s'est développé. Dans les années 60, 70 et même dans les années 90, j'aurais aimé qu'il y ait un championnat africain organisé pour les jeunes, qu'il y ait un championnat d'Afrique organisé pour les joueurs locaux afin que chacun d'entre eux puisse prouver son niveau" Avant d'enchainer : "Cependant, à cette époque, la majorité des joueurs locaux étaient actifs dans l'équipe première. Et comme nous l'avons vu, les Africains ont prouvé dans les plus grandes équipes internationales, et je peux, par exemple, parler de notre génération en Algérie, qui a montré ses capacités contre des équipes internationales lors des Coupes du monde de 1982 et 1986".Enfin, la légende du football algérien et africain a conclu son discours en soulignant qu'il est trop tôt pour désigner une équipe plutôt qu'une autre pour remporter le titre de la 7e édition du CHAN le 4 février prochain au stade Nelson Mandela de Baraki.

LE VAINQUEUR DU TROPHÉE RECEVRA LA SOMME DE 2 MILLIONS DE DOLLARS

La CAF annonce une augmentation de 60% de la dotation financière du CHAN-Algérie

LA CONFÉDÉRATION Africaine de Football (CAF) a annoncé une augmentation significative de 60% de la cagnotte du vainqueur du Championnat d'Afrique des Nations (CHAN-2022), qui atteindra le tour des quarts de finale, avec les premières rencontres Algérie-Côte d'Ivoire et Sénégal -Mauritanie. Le montant total des prix alloués pour le tournoi a été porté à 7 900 000 USD, contre 5 450 000 USD au total pour les pays ayant participé à l'édition précédente. " La décision, qui a été confirmée par le président de la CAF, Dr Patrice Motsepe, est conforme à la stratégie de l'instance visant à accroître la valeur commerciale des compétitions africaines", a indiqué l'instance africaine, vendredi sur son site officiel. Pour cette édition du CHAN que l'Algérie abrite du 13 janvier au 4 février, avec la participation de 18 sélections, le vainqueur du trophée recevra la somme de 2 millions de dollars, contre 1 250 000 dollars pour le précédent champion il y a deux ans. Le finaliste recevra 800 000 dollars, tandis que les équipes classées troisième et quatrième recevront 500 000 dollars chacune. Les quarts-de-finalistes malheureux recevront 400 000 dollars chacun, tandis que les deux pays qui termineront deuxièmes dans les groupes de trois équipes gagneront 300 000 dollars chacun, soit le même montant que les pays classés troisièmes dans les groupes de quatre équipes. Les équipes les moins bien placées de tous les groupes recevront 200 000 dollars chacune.

CHAN-2022 (1/4 FINALE) / NIGER-GHANA, MADAGASCAR –MAURITANIE :

Le 'Mena' pour un autre exploit, les Blacks stars pour confirmer le réveil

LA SÉLECTION du Niger visera un autre exploit lorsqu'elle donnera la réplique, samedi (20h00) au stade Miloudi-Hadefi d'Oran, à son homologue du Ghana dans le dernier quart de finale du Championnat d'Afrique des nations (CHAN-2022) des footballeurs locaux qui se tient en Algérie. Revigoré par sa qualification surprise au dépens du Cameroun, le 'Mena' tentera de poursuivre sur sa lancée, et ce, pour son deuxième quart de finale dans l'histoire de ses participations au CHAN. Le premier remonte à 2011 lors de l'édition soudanaise sous la coupe de Harouna Doula, son actuel entraineur. Ce dernier n'a d'ailleurs pas caché ses ambitions après le succès face au Cameroun, mardi passé, en déclarant que son objectif était de "placer le Niger parmi les ténors de l'Afrique". Pour sa quatrième participation dans cette compétition, les Nigériens espèrent passer l'écueil des quarts de finale pour la première fois. Le fait d'affronter les Blacks stars au stade Miloud-Hadefi, où ils ont joué leurs deux premiers matchs de la phase des poules contre le Congo (0-0) et le Cameroun (1-0), constitue un avantage de taille pour eux. Mais ils doivent se méfier de leur adversaire du jour qui n'a pas encore dit son dernier mot dans cette épreuve. Après son faux départ face à Madagascar (1-2) dans le groupe C, le Ghana s'est ressaisi en s'imposant contre le Soudan (3-1) à Constantine pour son deuxième match au CHAN. Une victoire qui lui a permis de se qualifier pour les quarts de finale. La sélection ghanéenne, qui a fait son retour au CHAN après six ans d'absence, nourrit à son tour de grandes ambitions pour décrocher le titre pour la première fois de son histoire. Sa victoire lors de son précédent match contre le Soudan lui donne des ailes et lui permet surtout de se remettre en confiance. Mais pour ce quart de finale, le Ghana sera privé de son attaquant mondialiste Daniel Afriyie Barnieh, buteur sur penalty au match précédent avant qu'il n'écope d'un carton rouge. Ce joueur, ainsi que son coéquipier Danlad Ibrahim, ont fait partie de l'équipe des Black Stars lors de la dernière Coupe du Monde 2022 au Qatar, rappelle-t-on. Durant les deux dernières participations du Ghana au CHAN en 2009 et 2014, sa sélection nationale A' a été battue à chaque fois en finale respectivement par la RD Congo et la Libye. Les Black stars ont à cœur de briser le signe indien en remportant le trophée.

TROIS JOUEURS ALGÉRIENS DANS LE ONZE TYPE DE LA PHASE DE POULES

Trois internationaux algériens figurent dans le onze type de la phase de poules du Championnat d'Afrique des nations de football CHAN-2022 (13 jan - 4 fév en Algérie), dévoilé jeudi par la Confédération africaine de football. Il s'agit du gardien de but Alexis Guendouz, du défenseur Chouaib Keddad et du milieu de terrain Houssem Mrizegue. Outre les trois algériens, ce 11 type enregistre, également, la présence de deux joueurs angolais : Eddie Afonso et Gilberto, ainsi que deux sénégalais : Cheikh Sidibé et Lamine Camara. Les autres joueurs sélectionnés sont : Ismael Souley (Niger), Solomampionona Koloina Razafindranaivo (Madagascar), Jonathan Ikangalombo (RD Congo) et Sankara Karamoko (Côte d'Ivoire). Pour les sélectionneurs, c'est le technicien malgache Romuald Rakotondrabe qui a été choisi comme meilleur entraineur de la phase de poules. Pour rappel, l'Algérie affrontait la Côte d'Ivoire, hier (vendredi) au stade Nelson-Mandela de Baraki (Alger), pour le compte des quarts de finale, alors que les autres affiches, mettaient aux prises le Sénégal à la Mauritanie (vendredi, Annaba), Madagascar au Mozambique (samedi, Constantine) et Niger au Ghana (samedi, Oran).

DES SATISFÉCITS EN VEUX-TU EN VOILÀ

Organisation au quart de tour, mention TRES BIEN !

Exceptionnel ! Et le mot, utilisé par tous les participants, n'est pas fort, tant cette édition algérienne du championnat d'Afrique des locaux éblouit. Dans tous les aspects. Unanimité bien sûr. Et de la reconnaissance. Beaucoup

Par Azouaou Aghiles



Dans le moindre détail. Réglée comme une montre suisse. Bien au-delà des attentes. Exceptionnel. Totale réussite. Ils ne sont pas nombreux à vous dire, publiquement ou en off, que sur le plan organisationnel (ce n'est pas nouveau pour l'Algérie) il y a des choses à redire. En commençant par les acteurs principaux d'un tournoi parti pour faire date. Et qui l'est désormais à l'amorce des quarts de finale. Fair-play, esprit sportif et hospitalité auront été les maîtres-mots. Pas assez, apparemment, pour décrire l'accueil réservé à toutes les délégations, dont une partie a déjà fait ses valises (les sélections éliminées) et quitté, avec une pointe de déception, un pays si attachant. Auquel il se sont habitués. Qu'ils quittent les têtes pleines de bon souvenirs. Avec, cerise sur le gâteau, un cadeau divin, une générosité sans faille de dame nature avec ces cadres enchanteurs et un paysage incomparable que la poudreuse (la neige que beaucoup de nos amis africains ont eu l'immense privilège de découvrir) et ces efforts considérables consentis par le pays organisateur sur le plan infrastructurel avec des modèles de bijoux flambants neuf. La chance d'évoluer dans des enceintes et sur des pelouses absolument remarquables. Aux normes universelles. Rien à envier aux plus prestigieux stades du monde. Vendredi, à l'amorce du 1er Quart avec le match Algérie- Côte d'Ivoire, dix formations sur les dix-huit (une 1ère dans l'histoire de cette compétition qui revient finalement de loin, revient carrément à la vie grâce au précieux concours de l'Algérie) qui se sont alignées sur la ligne de départ, avaient plié (c'est la loi du sport), non sans déception, bagages mais heureux d'avoir découvert des contrées fabuleuses dont ils garderont, pour la postérité, quelques jolis clichés. Très bien. Exceptionnel. Des mentions sur toutes les lèvres. De hautes et influentes personnalités de la Confédération africaine de football (CAF), d'habitude peu disertes, ont, à mi-chemin de la compétition, pu dire, sans se cacher, que cette fois encore, comme toujours, l'Algérie a mis d'accord tout le monde en plaçant la barre très haute. Trop même. De bon augure pour l'avenir de ce tournoi dont certains programmaient la fin et qui revient finalement de loin. Parti, heureusement pour durer. De bon augure pour la CAN 2025 dans la course pour laquelle l'Algérie s'est alignée avec des arguments plus que convaincants, et donc un dossier en béton, le présent CHAN s'imposant ou se révélant d'ailleurs comme une répétition grandeur nature avant le verdict final du Comité Exécutif de la confédération africaine dont on imagine les termes avec lesquels le rapport final que la fameuse Commission des Compétitions de la CAF s'apprête à soumettre prochainement à ses pairs. De Motsepe (à demi-mot), le N°1 de la structure faitière du jeu à onze continental, au Congolais Veron Mosengo-Omba (franc et direct, ce qui a fait jaser au Maroc, entre autres), le Secrétaire Général de cette même CAF, en passant par l'ensemble des chefs de délégations et les invités de marque qui ont fait le déplacement d'Alger, le constat, voire le pronostic, est le même : la candidature algérienne a les meilleures chances pour accueillir, plus de trois décennies plus tard, la messe du football continental après celle de 1990 restée également dans les mémoires. Le CHAN, par divers aspects (les plus importants), a impressionné. Laissé l'impression, mieux la conviction qu'en plus de rendre service à la CAF en sauvant le CHAN promis au musée (suivez notre regard), s'est donné les moyens d'avancer ses pions et s'imposer en super favori pour succéder à la Côte d'Ivoire qui s'apprête (en 2024) à réunir l'élite du football africain. Avantage donc à l'Algérie. En tous points. Pas seulement aux points. Victoire assurée. Ce ne sera que justice. Sauf . . .

A.A

DE L'AVEU MÊME DE SON SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

«La réussite de la 7e édition a dépassé les prévisions des responsables de la CAF»

LE VICE-PRÉSIDENT du Comité d'organisation local du Championnat d'Afrique des nations (CHAN-2022) des footballeurs locaux, Yacine Benhamza, s'est dit "réjoui" par les témoignages des principaux responsables de la Confédération africaine de football au sujet des conditions du déroulement en Algérie de cette septième édition. "Le secrétaire général de la CAF m'a confié en personne qu'il estimait que le niveau d'organisation de cette 7e édition du CHAN a dépassé les prévisions des responsables de son instance", a déclaré Benhamza à la presse en marge d'une réunion, tenue jeudi soir à Oran, du Comité d'organisation du CHAN avant le début, vendredi, des rencontres des quarts de finale. Et d'ajouter : " les propos de ce dirigeant, et ceux, avant lui à Oran, du président de la CAF qui a qualifié l'édition actuelle de la meilleure de l'histoire du CHAN, suffisent, à eux seuls, à notre bonheur et prouvent, on ne peut mieux, que cette compétition est déjà une totale réussite", a-t-il souligné. Yacine Benhamza a exprimé, en outre, sa "fierté" du fait que l'Algérie "prouve encore une fois qu'elle honore toujours ses engagements". Dans la foulée, il a souhaité que la réussite "soit totale" par la distinction de la sélection algérienne dans ce tournoi en s'adjugeant le trophée. Les "Verts" croisent le fer, ce vendredi (17h00) au stade Nelson-Mandela (Alger) avec la Côte d'Ivoire en quarts de finale du CHAN. En cas de qualification, ils se déplaceront à Oran pour affronter, en demi-finales, le vainqueur du match Niger-Ghana, qui se jouera samedi (20h00) au stade "Miloud Hadefi" à Oran. "Nous serons très ravis d'accueillir notre sélection à Oran. Je suis persuadé que tout le public oranais, et derrière lui, le public algérien, seront aux côtés des Verts", a encore dit Benhamza, qui est également le président du pôle d'Oran, relevant du Comité d'organisation local du CHAN.

LE MATCH POUR LA 3e PLACE RELOCALISÉ AU STADE MILOUD-HADEFI D'ORAN

LE MATCH pour la 3e place du 7e Championnat d'Afrique des nations de football CHAN-2022 (reporté à 2023), délocalisé au stade du 19-mai 1956 d'Annaba, a été relocalisé au stade Miloud-Hadefi d'Oran, a annoncé jeudi le Comité local d'organisation (COL). "Cette relocalisation du match pour la 3e place intervient pour des raisons logistiques et de droits TV ainsi que de sponsoring", a écrit le COL sur sa page officielle Facebook. "La Confédération africaine de football (CAF) s'excuse auprès des habitants de la ville d'Annaba, qui méritent la note complète pour leur encouragement durant cette fête continentale", ajoute le COL. Pour rappel, la CAF avait accepté de transférer le match de classement pour la 3e place d'Oran vers Annaba, "au regard de la ferveur dont le public du stade du 19-Mai 1956 de Annaba a fait preuve depuis le début du CHAN, et sa présence en force aux matches en dépit des intempéries". Les affiches des quarts de finale du CHAN 2023 mettront aux prises l'Algérie à la Côte d'Ivoire (vendredi à Alger), le Sénégal à la Mauritanie (vendredi, Annaba), Madagascar au Mozambique (samedi, Constantine) et Niger au Ghana (samedi, Oran). Les demi-finales sont programmées le mardi 31 janvier à Alger et Oran, alors que la finale se déroulera le samedi 4 février au stade Nelson-Mandela de Baraki (Alger).

DJAMEL HIMOUDI, VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION FÉDÉRALE DES ARBITRES DE LA FAF :

"Nous négocions avec Mediapro pour l'utilisation de la VAR en championnat d'Algérie"

Le vice-président de la commission fédérale des arbitres de la FAF, Djamel Himoudi a indiqué jeudi à Alger, que son instance négocie actuellement avec le Groupe espagnol Mediapro pour utiliser l'assistance vidéo à l'arbitrage (la VAR, NDLR) en Championnat d'Algérie de football. "Nous sommes en train de négocier avec le Groupe Mediapro qui gère la VAR lors de cette 7e édition du Championnat d'Afrique des nations CHAN-2022 (reportée à 2023). Nous voudrions l'utiliser dans un futur proche lors des matchs du Championnat de Ligue 1 professionnelle. On ne pourra pas donner plus de détails à ce sujet vu que les négociations sont toujours en cours", a déclaré Himoudi en marge de la journée portes ouvertes avec les arbitres africains, les arbitres assistants et les arbitres assistants vidéo, tenue au Stade du 5 juillet 1962, Alger. Et d'enchaîner : "Nous avons vu comment la chambre de la VAR fonctionne. Pour nous, c'est du positif et ça sera un investissement important qu'on doit préserver". Par ailleurs, l'ancien arbitre international estime qu'il est "important" de préserver les stades qui abritent actuellement le CHAN 2022 afin d'organiser d'autres évènements sportifs d'envergure internationale. "Concernant les infrastructures, elles sont de classe internationale qui ont besoin d'être bien entretenues aussi bien par les responsables de ces installations que par le public qui doit faire preuve de fair-play", a-t-il conclu.

LE PROGRAMME DES 3E ET 4E QUARTS DE FINALE (AUJOURD'HUI, SAMEDI 28 JANVIER) :

-Satade Chahid Hamlaoui de Constantine (17h00) / Madagascar – Mozambique
-Stade Miloud Hadefi d'Oran (20h00) / Niger - Ghana

BENI-ABBES

Rencontre de Merad avec des représentants de la société civile

LE MINISTRE de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a rencontré avant-hier, des représentants de la société civile de Beni-Abbes et a écouté leurs préoccupations liées à la situation du développement local dans cette nouvelle wilaya.

La rencontre du ministre avec des représentants de la société civile, des élus locaux et des opérateurs économiques publics et privés de Beni-Abbes, est venue au terme de sa visite de travail et d'inspection d'une journée dans la wilaya, au cours de laquelle il a inauguré plusieurs projets de développement et inspecté d'autres en réalisation.

Les préoccupations des représentants de la société civile sont liées notamment aux secteurs de sante, éducation, agriculture, tourisme et transport.

Les intervenants qui ont valorisé les efforts de l'Etat en matière de développement de cette nouvelle wilaya ont souhaité que les lacunes enregistrées soient prises en charge par les autorités compétentes.

Merad a affirmé que « l'Etat contribuera pour que cette wilaya du sud-ouest du pays, aux nombreuses potentialités agricoles, minières et touristiques, soit davantage développée dans le seul souci de l'amélioration du cadre de vie des citoyens et de l'exploitation de ses potentialités qui auront à l'avenir un impact direct sur le développement socio-économique de cette collectivité locale, qui compte dix communes ».

Assurant les citoyens que « les efforts de l'Etat se poursuivront pour soutenir cette wilaya jusqu'à la réalisation d'un envol économique à la hauteur de ses potentialités et aspirations de ses habitants », le membre du gouvernement a salué le rôle de la société civile, qui passe pour être le catalyseur du développement local, de même qu'elle constitue un « trait d'union entre le citoyen et les institutions de l'Etat ».

Pour le ministre, « la société civile est une force de proposition, qui peut réellement contribuer au développement local dans le cadre de la démocratie participative ».

Auparavant, le ministre avait procédé au chef-lieu de wilaya à l'inauguration du nouveau siège du trésorier de wilaya, et a visité aussi le siège de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), récemment réalisé, avant de donner le coup d'envoi du chantier de réalisation, avec un coût de 220 millions de DA, d'une une micro-zone d'activités pouvant abriter une soixantaine d'activités économiques et industrielles.

R.R

MANUEL NUMÉRIQUE À À JIJEL

Les parents satisfaits

« L'opération de généralisation du manuel numérique est une réussite », c'est ce qu'a indiqué avant-hier, Abdelhakim Belaabed, ministre de l'Education nationale, depuis la commune de Settara dans le Sud de la wilaya de Jijel.



En effet, Dans une déclaration à la presse au lycée 20 août 1955 de cette commune, le ministre a fait savoir que « la généralisation du manuel numérique est une réussite notamment après la grande adhésion des parents d'élèves à cette démarche » comme en témoigne, a-t-il ajouté, le fait d'avoir constaté aujourd'hui à l'école Taabouch-Bouzid de Settara l'utilisation de tablettes électroniques et manuels numériques durant le cours.

Le ministre a également indiqué que sa visite aux établissements du secteur en zones reculées s'inscrit dans le cadre de son programme de visites aux différentes wilayas pour faire le point sur le terrain des préparatifs pour la prochaine rentrée scolaire, 2023-2024, et qui ont démarré avant-hier, de Jijel.

Il a également précisé que le but de ces visites, est d'apporter l'appui nécessaire pour que le plus grand nombre d'établissements soit prêt pour accueillir les élèves à la prochaine année scolaire.

En outre, le ministre a précisé que « ces sorties sont aussi une opportunité pour s'enquérir des conditions de scolarisation dans les écoles primaires en cette conjoncture de froid en termes de restauration, de transport et de chauffage », relevant aussi, l'intérêt porté par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune à mettre en place tout ce qui est nécessaire au sein des établissements pédagogiques.

Après avoir suivi un exposé sur le secteur de l'Education nationale dans la wilaya de Jijel, le ministre a insisté sur l'impératif achèvement de l'opération de paiement des dus des participants à l'opération de vente des manuels scolaires exprimant ses remerciements à tous ceux qui y ont participé.

Il a également préconisé de régulariser les arriérés des promotions et autres droits de l'ensemble des personnels du secteur y compris ceux qui viennent d'être intégrés « avant l'avènement du mois de ramadhan ».

Par ailleurs, dans la commune de Settara, le ministre a posé la première pierre d'un groupe scolaire de catégorie A dans la localité de Boucharef et s'est enquis à l'école chahid-Lahmar-Mohamed d'El Kefch des conditions de restauration, de suivi sanitaire et de chauffage et a exhorté sur site les représentants des collectivités locales à installer des tiroirs à l'usage des élèves pour alléger leurs cartables.

Dans la localité d'Asserdoune, commune d'El Milia, le ministre a inspecté les projets d'une école primaire de catégorie C et d'un CEM avant de poser la première pierre d'un nouveau CEM à Boutiasse insistant à l'occasion sur le respect des délais légaux de réalisation.

Le ministre poursuivra à Jijel sa visite par l'inspection de plusieurs projets au chef-lieu de wilaya dont celui du lycée de la cité Mezghitane attendu pour la prochaine rentrée et d'une salle de sport au lycée chahid Chouikh-Messaoud.

R.R

OPÉRATIONS DE DÉVELOPPEMENT À EL TARF

3 milliards DA alloués

DANS le but d'améliorer les conditions de vie dans la wilaya d'El Tarf, une enveloppe financière de plus de 3 milliards DA, lui a été allouée comme une première tranche pour la réalisation de 45 opérations de développement, c'est ce qu'a indiqué avant-hier, Harfouche Benarar, chef de l'exécutif local.

Dans une déclaration, M. Harfouche Benarar, a précisé que parmi les importantes opérations dont a bénéficié la wilaya au titre de l'année en cours 2023 figurent celles destinées au secteur de l'éducation, détaillant qu'il s'agit des projets de la réalisation de 4 groupes scolaires aux communes d'El Besbès, Chebita Mokhtar, Ben M'hidi et d'El Tarf, en plus de l'étude de la réalisation de 4 collèges d'enseignement moyen CEM à la localité d'Oued El Hout (Remal Soug), Ben M'hidi, El Tarf et de Chebita Mokhtar ainsi que la réalisation d'un CEM à la communes de Chebita Mokhtar et un nouveau lycée au chef -lieu de wilaya.

A ce propos le même responsable, a fait savoir la consistance des projets destinés au secteur de l'éducation confirme le grand intérêt accordé par les autorités locales en vue d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves.

Parmi les opération devant être lancées également, le même responsable a cité l'aménagement de l'église d'El Kala et sa conversion en un musée pour un budget de 100 millions DA, la mise à niveau du stade communal de Ben M'hidi et la réalisation de 7 bassins de natation (piscines) et une salle de sport à la commune Bouteldja en plus de l'aménagement des pistes forestières pour un investissement de 80 millions DA compte tenu de la nature géographique de la wilaya et l'aménagement de l'institut de formation professionnel de Bouhdjar (40 millions DA) et le renforcement de la route nationale RN44 pour un budget de 420 millions DA.

Il a en outre, fait état également de l'alimentation de la commune enclavée Echafia et ses 5 mechtas en eau potable à partir du barrage Bounamoussa pour un budget de 520 millions DA et l'aménagement des polycliniques et l'acquisition de 3 ambulances pour un investissement de 50 millions DA.

Par ailleurs, le chef de l'exécutif local a rappelé que le taux de la réalisation sur le terrain du programme de prise en charge des habitants des zones d'ombre d'El Tarf a dépassé les 90%, ajoutant qu'il a touché 192 régions avec un total de 300 opérations dont la majorité ayant trait à l'amélioration des conditions de vie comme l'alimentation en eau potable, et en gaz et le raccordement au réseau d'assainissement, le bitumage des routes et le désenclavement.

R.R

«EVAPORATING BORDERS» DE LA RÉALISATRICE SERBO-CHYPRIOTE IVA RADIVOJEVIC

Chypre ou le théâtre d'un conflit social

« Evaporating Borders » (les frontières évaporées) de la réalisatrice serbo-chypriote Iva Radivojevic relate une réalité peu connu de Chypre, en s'appuyant sur des phénomènes sociaux et les fardeaux de la migration dans l'un des endroits qu'il décrit comme le pire et le plus abandonné pour les migrants venant du Moyen-Orient. Ce documentaire a été présenté avant-hier, en clôture de la 7e édition des Journées du Film Européen en Algérie.



« Evaporating Borders » commence par une voix off et une image envoûtante de la mer vue à travers une ancienne petite fenêtre. Le film explore les pratiques restrictives mondiales sur les populations migrantes.

L'essai documentaire d'Iva Radivojevic résume l'actualité, avec des interviews passionnées et des photographies qui englobent des cartes postales, des images de rassemblements de protestation et des aperçus trop banals de la vie quotidienne. Radivojevic parle aussi des travailleurs domestiques exploités et maltraités, et des étudiants asiatiques et africains qui vivent dans l'incertitude.

Durant une heure et demie, « Evaporating Borders » trace un portrait intime et social de Chypre, à travers une série de vignettes décrivant la vie des migrants politiques sur cette île, de sa culture, son ethnique et sa politique. Il montre en outre le socialisme et l'humanisme de ce pays généralement inconnu du reste du monde.

Evaporating Borders décrit Chypre, habitée notamment par des immigrés venus des Balkans, mais aussi du Moyen-Orient, dont les blessures ne sont jamais refermées. Sa capitale, Nicosie, est la seule au monde qui soit divisée, car l'île est aussi le théâtre d'un conflit social entre les communautés turque et grecque, et toutes celles qui les entourent.

Pour aborder ce problème, Radivojevic évoque avec tact le trafic humain, le rejet par le gouvernement des nouveaux immigrants et les idéologies d'extrême-droites. La réalisatrice montre également un conflit entre des manifestants anti-fascistes et l'ELAM, une organisation paramilitaire proche des néo-nazis de l'Aube dorée en Grèce, qui occupent le terrain depuis son indépendance 1960.

Ce documentaire décrit l'immigration comme un phénomène qui fait partie de la nature. La réalisatrice a inclus dans son film des personnes aux opinions politiques très diverses. Elle traite les histoires des réfugiés avec empathie et respect.

En fait, Iva Radivojevič, qui vit actuellement aux USA, est elle-même une migrante à Chypre. Elle a quitté la Yougoslavie, après la guerre des Balkans des années 1990. Elle donne un aperçu des effets dramatiques de la migration sur ceux qui vivent au carrefour des cultures du point de vue des migrants. Alors qu'elle rend visite à sa famille à Chypre, elle est témoin à la fois de l'escalade des vagues de réfugiés et de l'ascension du racisme à leur égard.

L'immigration et l'identité à Chypre sont des sujets émotionnels ardents, l'île est divisée en deux parties entre Grecs et Turcs. Près de cinq pour cent de sa population sont des migrants. Par conséquent, le documentaire présente un portrait désagréablement fragmenté; il dépeint Chypre comme une île pleine des cicatrices du passé qui ne guériront jamais, accablée et troublée par la migration. L'humanité et l'honnêteté du documentaire relatent les idées sur les migrants qui vivent en marge du monde civilisé. Il s'agit d'une double marginalisation, notamment parce que Chypre est située à la périphérie de l'UE.

Meriem Djouder

RÉCEPTION JUSQU'AU 25 FÉVRIER DES PROJETS DES ASSOCIATIONS CULTURELLES

Lancement d'une plateforme numérique dédiée à l'aide publique

LA MINISTRE de la culture et des arts Soraya Mouloudji a annoncé avant-hier, au palais de la culture Moufdi Zakaria, la mise en place d'une nouvelle plateforme numérique pour recevoir les projets culturels des associations ayant postulé pour bénéficier de l'aide publique. Ils doivent être envoyés avant le 25 février prochain indique un communiqué du ministère.

Au titre de l'année 2023, la première session a été ouverte pour recevoir des projets nominés pour une aide publique. Cette initiative est dans le but de faire progresser le travail collectif à un niveau de créativité plus élevé dans la création de la perception des programmes et projets culturels modernes et innovants. Les postulants peuvent envoyer leurs projets via la nouvelle plateforme numérique sur le site Web du ministère de la culture et des arts.

Dans ce sillage, la première responsable du secteur a affirmé que « le développement des associations est aujourd'hui, une figure de proue de la société civile, est un indicateur principal pour mesurer l'évolution socioéconomique et politique. Le fait d'adhérer et de participer à ces associations pour administrer les affaires politiques et sociales aux niveaux national et local dénote l'esprit de patriotisme des citoyens ». Elle confiera : « l'activité culturelle se trouve en tête du tissu associatif de par le volume global des activités, ce qui prouve que la culture et les arts sont un catalyseur pour mobiliser les citoyens au sein du mouvement associatif, en ce sens que la conscience citoyenne s'articule autour des défis liés aux questions culturelles ». La ministre dera part également de « la stratégie judicieuse du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et en application de son huitième engagement (54 engagements) qui prévoit l'édification d'une société civile libre et active à même de prendre en charge ses responsabilités et un instrument d'action publique au service du citoyen et de la Nation ». et de poursuivre : « Le ministère de la Culture et des Arts a pour objectif d'autonomiser la société civile, de prendre en charge les initiatives et de contribuer à l'appui des associations porteuses de projets culturels et artistiques, en accordant l'appui matériel et moral, outre l'accompagnement dans la réalisation des programmes à caractère culturel et artistique ».

Une convention de coopération a été signée, jeudi, entre le ministère de la Culture et des Arts et l'Observatoire national de la société civile (ONSC).

Cette convention «consacre le cadre général de la coopération commune en vue de promouvoir et de renforcer la coordination en matière de participation de la société civile dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques dans le domaine de la culture et des arts», a précisé Mme Mouloudji.

Pour sa part, le président de l'ONSC, Noureddine Benbraham a fait savoir que la convention vise à «coordonner les efforts pour la mise en œuvre des programmes du secteur de la culture, aux plans national et international, en vue de renforcer la participation de la société civile aux projets initiés par le ministère et de répondre aux besoins de la société civile, de manière à développer un nouveau mécanisme de gouvernance basé sur le partenariat», ajoutant que «la convention permet de mettre en place des directions capables de communiquer, de coordonner et d'établir des partenariats pour la mise en application de cette convention au niveau des 58 wilayas».

Ont pris part à cette rencontre le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Sidi Mohamed Bouchenak Khelladi, le président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Noureddine Benbraham et le Secrétaire général du Haut-Commissariat à l'Amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad et des présidents de différentes associations culturelles et artistiques au niveau national.

R. C.

54e ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL DU LIVRE DU CAIRE

L'Algérie participe avec plus de 600 œuvres

L'ALGÉRIE participe à la 54e édition du Salon international du livre du Caire (Egypte) avec 630 titres exposés dans le stand de l'Entreprise nationale des arts graphiques (ENAG) relevant du ministère de la Culture et des Arts et le stand de la Maison d'édition et de distribution «Alpha».

Le 54e Salon international du livre du Caire ouvert, mercredi, par le Premier ministre égyptien, Moustafa Madbouli, en présence de représentants de l'ambassade d'Algérie au Caire, se poursuivra jusqu'au 6 février prochain. Cette édition enregistre la participation de 1.047 éditeurs égyptiens, arabes et étrangers représentant 53 pays, selon le ministère égyptien de la Culture, organisateur du salon. Plusieurs rencontres culturelles et littéraires avec des écrivains et des intellectuels égyptiens, arabes et étrangers sont prévues dans le cadre de ce salon, a indiqué la même source. **R. C.**

Poco F4 GT : un smartphone de grande classe... et pas seulement pour le gaming !



SI LE POCO F4 GT propose des fonctionnalités destinées spécifiquement aux joueurs, cela ne devrait pas rebuter les acheteurs potentiels à la recherche d'un téléphone puissant, solide et relativement abordable.
Poco est un fabricant de smartphones axé sur le grand public, qui s'est détaché de sa société mère Xiaomi en janvier 2020.
Le fabricant vient de lancer son dernier flagship, le Poco F4 GT, au prix de 599 euros pour 8 Go de RAM et 128 Go de stockage, ou de 699 euros pour une version 12 Go/256 Go.
Le Poco F4 GT fonctionne avec le nouveau chipset Snapdragon 8 Gen 1 de Qualcomm, et dispose d'un taux de rafraîchissement de 120 Hz ainsi qu'une charge rapide de 120 W qui, selon le fabricant, chargera la batterie de 4 700 mAh du téléphone en 17 minutes.
Plusieurs fonctionnalités sont conçues spécifiquement pour les joueurs, notamment des gâchettes contextuelles. Cela en fait-il un smartphone uniquement dédié aux adeptes de jeux vidéos ?
C'est ce que nous allons voir dans le test de ce nouvel appareil qui pourrait bien vous intéresser !

Une ergonomie pensée pour les joueurs
Le Poco F4 GT de 6,67 pouces a un encombrement de 76,7 mm de large par 162,5 mm de profondeur, une épaisseur de 8,5 mm et un poids de 210 g. Il existe trois options de couleur. Dans les trois cas, la lumière LED de l'appareil photo se trouve dans une fenêtre en zigzag, située à l'extérieur d'un losange de l'appareil photo très proéminent.
Une bande étroite sur la longueur de la plaque arrière et deux motifs angulaires à mi-chemin de la longue bordure arrière reflètent la lumière sur la finition mate. A titre d'exemple, si vous optez pour la variante jaune, vous obtiendrez des reflets orange et noirs au dos.
Quelle que soit la variante de couleur choisie, le dos en verre et la façade en Gorilla Glass Victus assurent un certain degré de protection contre les chutes, et donnent au téléphone une sensation de poids et de solidité dans la main.
Il est dommage qu'aucun indice de protection IP ne soit mentionné dans les spécifications.
Les côtés du téléphone présentent des caractéristiques conçues pour attirer les joueurs.
L'une d'entre elles est une paire de gâchettes contextuelles – des boutons utilisés comme contrôleurs de jeu – situées à l'extrême gauche et droite d'un long bord.
Par défaut, ils sont alignés avec le bord du châssis et une paire de boutons coulissants permet de les faire sortir et de les rétracter.



JavaScript : Meta fait passer son Cadre de test Jest à l'open source

Technologie : Meta (ex-Facebook) a pris une décision importante en transférant son cadre de test JavaScript Jest sous l'égide de la fondation OpenJS, pour laisser le projet s'épanouir dans l'open source.

Changement d'époque au sein du très populaire cadre de test JavaScript open source, Jest : Meta (ex-Facebook), son créateur, vient de le céder à la Fondation OpenJS, le faisant ainsi passer à l'open source.

RETOUR À L'OPEN SOURCE
Jest est l'un des principaux projets open source de Meta. Il s'est révélé être un outil populaire pour tester les projets JavaScript, en particulier ceux construits en React, une autre bibliothèque JavaScript populaire créée par Facebook, qui l'avait déjà fait passer en open source en 2013. Facebook présente Jest comme un projet open source en 2014, bien que celui-ci ait été créé en 2011 lorsque la fonctionnalité de chat de Facebook a été réécrite en JavaScript. En 2017, Facebook s'est incliné devant les préoccupations relatives à la licence de Jest et React sous la licence BSD+Patent et les a déplacées vers une licence MIT. Les téléchargements de Jest à partir du dépôt de paquets JavaScript npm dépassent 16 millions par semaine, dépassant React de 2 millions par semaine. De nos jours, Jest est le cadre de test le plus utilisé dans l'écosystème JavaScript, comme le fait valoir Rick Hanlon, ingénieur front-end sur React core chez Meta et contributeur principal de Jest, dans un billet de blog publié récemment. Jest est notamment utilisé par des entreprises de toutes tailles, dont Amazon, Google, Microsoft ou encore Stripe.
Pour ce dernier, le passage de Jest sous le giron de la fondation OpenJS s'impose comme une « prochaine étape passionnante et naturelle » pour Jest, alors que la réflexion de le faire passer à l'open source était sur les rails depuis un certain temps déjà. « Ce transfert ne change pas la façon dont Jest est développé ou publié, et n'affecte pas directement les développeurs qui utilisent Jest pour tester leurs applications », précise-t-il.

UNE NOUVELLE ÈRE S'OUVRE
Le transfert de propriété à la Fondation OpenJS fait suite aux questions soulevées en février par les utilisateurs de Jest sur le projet sur Hacker News et Reddit. Ces derniers avaient alors remarqué que le projet Jest semblait à l'abandon du côté de Meta, aucun salarié des équipes du géant américain des réseaux sociaux ne l'ayant alimenté depuis plusieurs années. Après le lancement de Jest par Facebook, Christoph Nakazawa, le responsable du projet, avait pourtant mis sur pied une équipe dédiée, qui a contribué à fournir des fonctionnalités telles que le "watch mode" et le "snapshot testing".
Pourtant, passé 2018, c'est bien la communauté open source qui a pris la main, fournissant à Jest des fonctionnalités telles que jest-each, les instantanés en ligne, le mode instantané interactif, les plugins de mode de veille, de meilleures valeurs par défaut ou encore le support ESM.
« Aujourd'hui, Jest est principalement maintenu par un groupe de contributeurs principaux externes à Meta, dirigé par Simen Bekkhus. En fait, depuis 2018, presque toutes les contributions apportées à Jest ont été faites par des contributeurs open source extérieurs à Meta. Comme le projet est maintenu par la communauté, nous pensons qu'il est préférable que la communauté reprenne la propriété du projet », écrit Rick Hanlon. « Nous sommes un projet dirigé par la communauté depuis un certain temps. Nous croyons au développement dirigé par la communauté et au renforcement continu de notre communauté, et rejoindre la Fondation OpenJS nous aidera à renforcer et à élargir notre communauté », cite Simen Bekkhus dans le communiqué de presse de la Fondation OpenJS. « Je vois cela comme un changement très positif et un moyen pour la communauté Jest de s'épanouir. »

ChatGPT peut écrire du code. Mais surtout, il peut le corriger

Technologie : ChatGPT, nouveau meilleur ami du développeur ? Le robot est à la hauteur des meilleurs devs lorsqu'il s'agit de déboguer automatiquement du code. Reste à savoir s'il fait gagner du temps aux développeurs, ou s'il leur donne plus de travail.



ChatGPT, le chatbot boosté à l'IA d'OpenAI, peut écrire du code. Mais il peut aussi et surtout très bien corriger les bugs logiciels. Son principal avantage, par rapport aux autres méthodes et modèles d'IA, est sa capacité unique de dialogue avec les humains – ce qui lui permet d'améliorer l'exactitude de ses réponses.

Quelle efficacité face aux méthodes courantes ?

Pour mesurer son niveau d'efficacité, des chercheurs de l'université Johannes Gutenberg de Mayence (Allemagne) et de l'University College London (Grande-Bretagne) ont confronté le ChatGPT d'OpenAI aux « techniques standard de réparation automatique des programmes » et à deux approches de deep learning de la réparation des programmes : la méthode CoCoNut, créée par des chercheurs de l'université de Waterloo, au Canada ; et Codex, le modèle GPT-3 d'OpenAI qui sous-tend le service de complétion automatique de Copilot, de GitHub.

Après analyse des résultats, « nous constatons que les performances de ChatGPT en matière de correction de bugs sont compétitives par rapport aux approches de deep learning courantes CoCoNut et Codex », écrivent les chercheurs dans un document de recherche arXiv, repéré en premier lieu par New Scientist.

Avant d'ajouter que ces performances « sont nettement meilleures que les résultats rapportés pour les approches de réparation de programmes standard ».

OpenAI met en avant la capacité de dialogue de ChatGPT

Le fait que ChatGPT puisse résoudre des problèmes de codage n'est pas nouveau. Mais cette étude souligne que sa capacité unique de dialogue avec les humains lui donne un avantage potentiel sur d'autres approches et modèles.

Les chercheurs ont testé les performances de ChatGPT à l'aide du benchmark QuixBugs de correction de bugs.

Les systèmes de réparation automatique de programmes (APR, pour « Automated Program Repair ») semblent être désavantagés, car ils ont été développés avant 2018.

ChatGPT est basé sur une architecture dite de transformation, dont le chef de l'IA de Meta, Yann LeCunn, a souligné cette semaine qu'elle avait été développée par Google. Codex, CodeBERT de Microsoft Research, et son prédécesseur BERT de Google, sont tous basés sur la méthode de Google.

OpenAI met en avant la capacité de dialogue de ChatGPT dans des exemples de débogage de code où il peut demander des clarifications et recevoir des conseils d'une personne pour arriver à une meilleure réponse.

Il a formé les grands modèles de langage (LLM) derrière ChatGPT et GPT 3.5 en utilisant l'apprentissage par renforcement à partir du feedback humain (RLHF pour « Reinforcement Learning from Human Feedback »).

La qualité des suggestions reste incertaine

Si la capacité de discussion de ChatGPT peut aider à arriver à une réponse plus correcte, la qualité de ses suggestions reste incertaine, notent les chercheurs. C'est pourquoi ils ont voulu évaluer les performances de ChatGPT en matière de correction de bugs.

Les chercheurs ont testé ChatGPT sur 40 problèmes QuixBugs concernant uniquement Python, puis ont vérifié manuellement si la solution suggérée était correcte ou non. Ils ont répété la requête quatre fois car la fiabilité des réponses de ChatGPT est quelque peu aléatoire, comme l'a constaté un professeur de Wharton après avoir soumis le chatbot à un examen de type Master.

ChatGPT a résolu 19 des 40 bugs Python, ce qui le place au même niveau que CoCoNut (19) et Codex (21). Mais les méthodes standards de l'APR n'ont résolu que sept des problèmes.

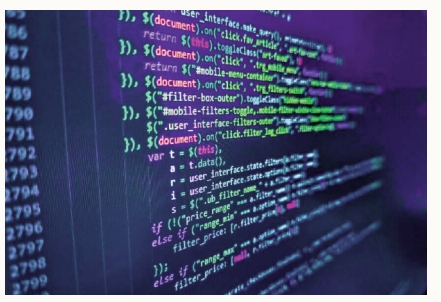
Le taux de réussite de ChatGPT lors des interactions atteignait 77,5 %

Les chercheurs ont constaté que le taux de réussite de ChatGPT atteignait 77,5 %.

Les implications pour les développeurs en matière de productivité sont toutefois ambiguës. Stack Overflow a récemment banni les réponses générées par ChatGPT parce qu'elles étaient de faible qualité, mais d'apparence plausible. Le professeur de Wharton a estimé que ChatGPT pourrait être un excellent compagnon pour les étudiants en Master, car il peut jouer le rôle d'un « consultant intelligent » – qui produit des réponses élégantes, mais souvent fausses – et encourage la pensée critique.

« Cela montre que l'apport humain peut être d'une grande aide pour un système automatisé APR, ChatGPT fournissant les moyens de le faire », écrivent les chercheurs. « Malgré ses grandes performances, la question se pose de savoir si le coût mental requis pour vérifier les réponses de ChatGPT apporte. »

Boom des langages à mémoire sécurisée, voici comment les développeurs doivent réagir



TECHNOLOGIE : Au-delà des moyens d'encourager le codage sûr pour la mémoire informatique, ce sont les méthodes et les outils des développeurs qui doivent évoluer, voire changer. Le point sur ces questions essentielles.

Selon une étude de Consumer Reports, les développeurs du secteur public et du secteur de l'industrie devraient s'engager à utiliser des langages à mémoire sécurisée pour le développement de nouveaux produits et de nouveaux outils. Et identifier les bibliothèques et les paquets les plus critiques pour passer à des langages à mémoire sécurisée.

L'organisation s'est interrogée sur les mesures à prendre pour favoriser l'adoption de langages « sans risque pour la mémoire », comme Rust, au détriment d'options telles que C et C++. Consumer Reports explique vouloir s'attaquer aux « menaces qui pèsent sur l'ensemble de l'industrie et qui ne peuvent être résolues par le comportement des utilisateurs ou même par le choix des clients » et a identifié le « manque de sécurité de la mémoire » comme l'un de ces problèmes.

Le rapport, "Future of Memory Safety", examine les défis liés à l'adoption des langages à mémoire sécurisée dans les universités, les niveaux de méfiance à l'égard de ces langages, et leur introduction dans les bases de code écrites dans d'autres langages.

« UNE OCCASION EN OR » POUR LES PROFESSEURS D'INFORMATIQUE

Au cours des deux dernières années, de plus en plus de projets ont commencé à adopter progressivement Rust pour les bases de code écrites en C et C++ afin de rendre le code plus sûr pour la mémoire. Parmi eux, on trouve des initiatives de Meta, le projet Android Open Source de Google, le projet Chromium et le noyau Linux.

En 2019, Microsoft a révélé que 70 % des failles de sécurité corrigées par l'entreprise au cours des 12 dernières années étaient des problèmes de sécurité de la mémoire. Ce chiffre est élevé, car Windows était écrit principalement en C et C++. Depuis lors, l'Agence nationale de sécurité (NSA) a recommandé aux développeurs d'opérer un changement stratégique en délaissant le C++ au profit du C#, de Java, de Ruby, de Rust et de Swift.

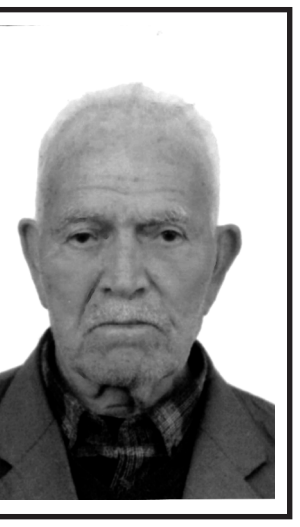
L'évolution vers des langages à mémoire sécurisée – notamment, mais pas seulement, vers Rust – a même incité le créateur du C++, Bjarne Stroustrup, et ses pairs, à élaborer un plan pour la « sécurité du C++ ».

Les développeurs aiment le C++ pour ses performances et il domine toujours les systèmes embarqués. Le C++ est toujours beaucoup plus utilisé que le Rust, mais les deux sont des langages populaires pour la programmation de systèmes.

PENSÉE

Quand un proche nous quitte, la vie paraît si fragile, il reste de l'être aimé l'amour et de beaux souvenirs.
En ce jour, le 28/01/2022 nous quitta notre père
Chabata Mohamed Sadek.

Une pensée profonde à lui. Qu'il repose en paix et que Dieu lui accorde Sa Miséricorde.





www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION
Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger
Tél. :
(021) 67.07.48/49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax :
(021) 67.07.46

*****

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA

*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)

*****

IMPRESSION
Centre : SIA
Ouest : SIO
Est : SIE
SIMPRAL

******

FLASHAGE
Centre, Est : LJI

******

DIFFUSION
Centre : CIDP.
Ouest : SEDOR.
Est : Eurl KDP

******

TIRAGE
4250 exemplaires

******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
pub@jeune-independant.net

CONTACTEZ AUSSI
ANEP
1 rue Pasteur, Alger
Tél. : 021 73 76 78
021 73 71 28
021 73 30 43
Fax : 021 73 95 59

******

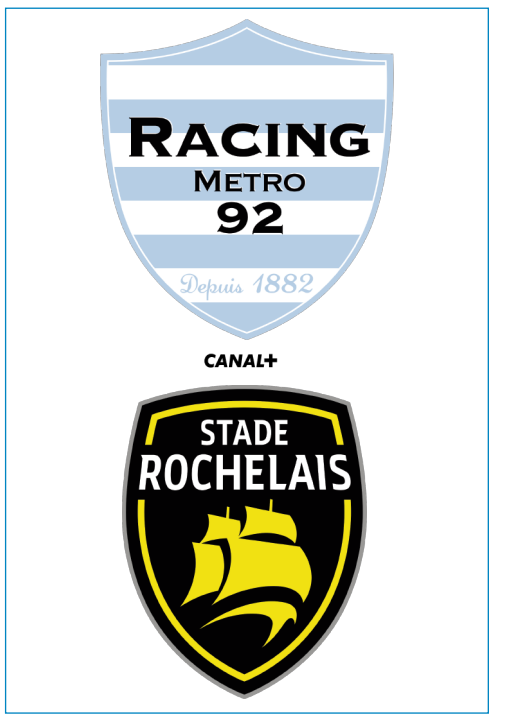
BUREAUX RÉGIONAUX
• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36
• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax :
(026) 22.95.62
• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64
• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N°10
N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr
• Tipasa
B.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2022

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

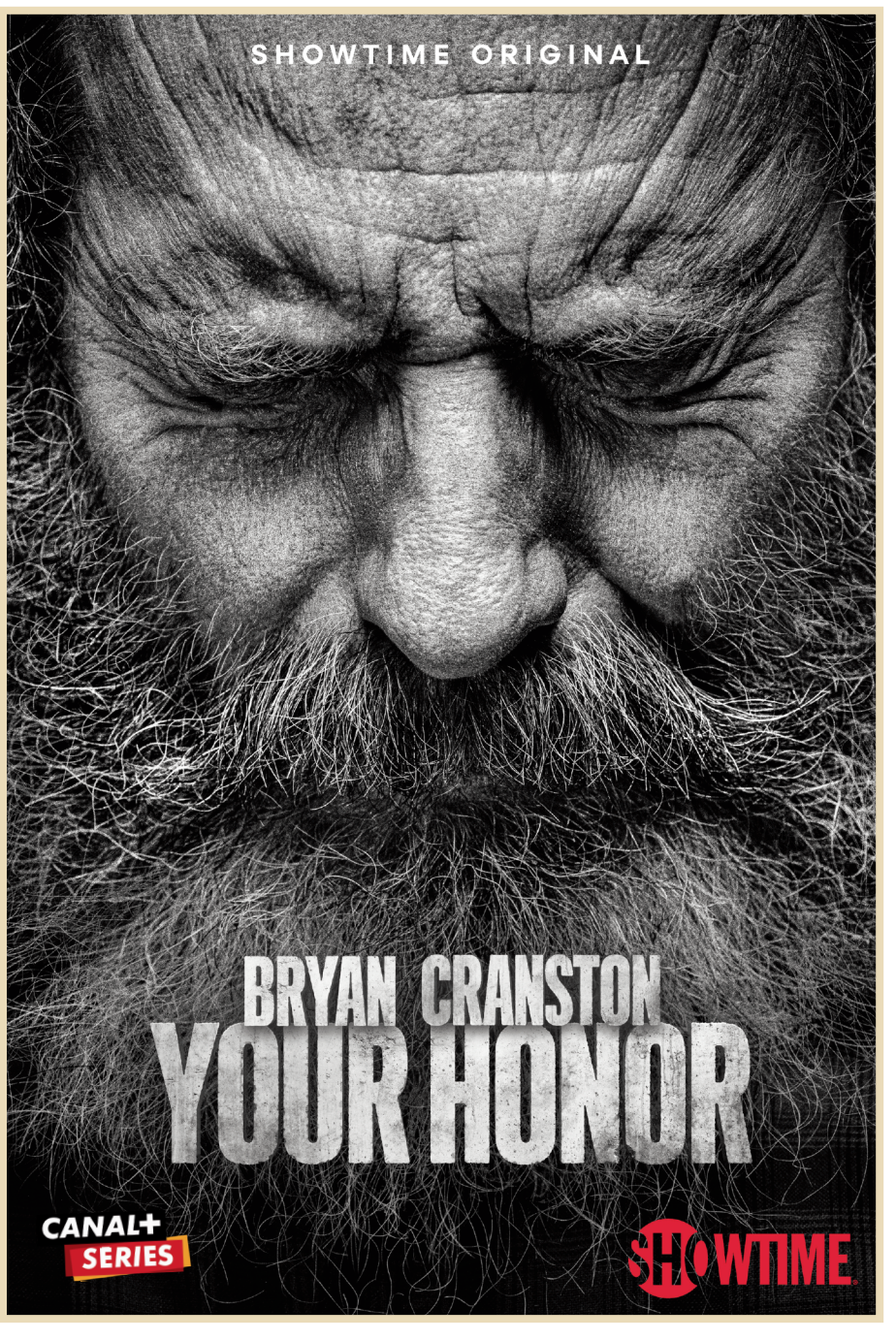












JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

20h55 Divertissement 2023, France — TF1
Ninja Warrior, le parcours des héros

21h00 Variétés / Le gala des Pièces jaunes : le concert événement — France 2

20h55 Série policière 2021, Italie — 6ter
Blanca

21h00 Rugby : Top 14 Saison 2022 — CANAL+
Racing 92 / La Rochelle

20h45 Série humoristique 2022, France — W9
La petite histoire de France

20h50 Cinéma - Film catastrophe 2016, Corée du Sud — CINE+ FRISSON
Tunnel

21h05 Téléfilm - Téléfilm sentimental 2021, Canada — 6ter
Destination Love

20h50 Cinéma - Comédie France 2006 — CINE+ PREMIER
Camping

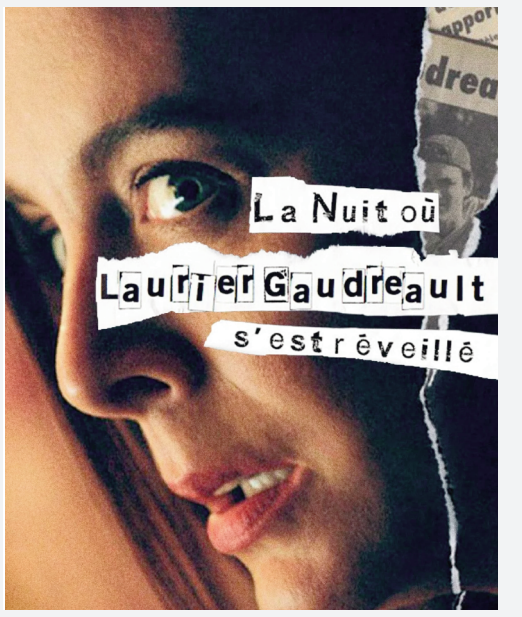
20h55 Divertissement 2023, France — C8
Les années Sébastien Saison 2

20h50 Cinéma - Comédie France 2022 — CINE+ CINEMA
La traversée

21h00 Cinéma - Film fantastique 2018, Etats-Unis, Canada, Inde — CINE+ FAMIZ
La prophétie de l'horloge

21h15 Série policière 1975, Etats-Unis — TMC
Épisode 4: Eaux troubles
Columbo Saison 4

17h30 la chaine CANAL+ SERIES



Série dramatique 2022, Canada
Saison 1 Épisode 1/2

La nuit où Laurier Gaudreault s'est réveillé

Au Québec, dans la commune de Val-des-Chutes, le destin de Mireille Larouche, de son frère Julien, et de leur meilleur ami Laurier Gaudreault bascule lors d'un évènement dramatique survenu lors d'une nuit d'octobre 1991. Trente ans plus tard, Mireille, thanatologue, quitte Montréal pour revenir dans sa ville natale à la suite du décès de Madeleine, sa mère. Julien qui vit seule loin de sa femme et de leur fille, semble marqué par un lourd secret.

23h00

Série dramatique 2020, Etats-Unis
Saison 1 Épisode 1/2

Your Honor

Dans un quartier mal famé de la Nouvelle-Orléans, Adam, le fils du juge d'instruction, Michael Desiato, renverse accidentelle un jeune motard en voiture. Pris de panique, il s'enfuit avant l'arrivée de la police, laissant l'adolescent agonisant sur le bord de la route. Il avoue tout à son père une fois de retour chez lui. Au commissariat de police où il s'apprête à livrer son fils, Michael découvre que la victime est le fils de Jimmy Baxter, le chef de la mafia de la ville.

HORAIRES DES PRIÈRES	ANNABA					CONSTANTINE					ALGER					OUARGLA					CHLEF					MOSTAGANEM					ORAN				
	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
	05:58	12:42	15:28	17:49	19:16	06:02	12:46	15:34	17:55	19:21	06:16	13:01	15:49	18:10	19:36	06:03	12:52	15:48	18:09	19:30	06:23	13:08	15:56	18:17	19:43	06:27	13:12	16:01	18:22	19:48	06:30	13:15	16:05	18:26	19:51

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7500 – SAMEDI 28 JANVIER 2023
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	10°	4°
Oran	13°	4°
Constantine	6°	-1°
Ouargla	15°	2°

L'ALGÉRIE BAT LA CÔTE D'IVOIRE (1-0) ET PASSE AU DERNIER CARRÉ

Que ce fut dur !

Qualification difficile mais méritée pour les Verts qui ont vraiment souffert devant un vis-à-vis ivoirien qui s'est battu comme on le prévoyait en poussant les Algériens dans leurs limites physiques. Un petit but ô combien précieux synonyme de visa pour les demies. On peut maintenant plus que jamais croire au sacre.

D'abord cette première mi-temps à rebondissements où les Verts vont prendre à la gorge carrément les Eléphants surpris par un début de match mené tambour battant. Largement à leur avantage. Cela donne beaucoup de boulot pour la défense ivoirienne qui va souffrir mais va compter, en plus de la chance, sur un dernier rempart, Folly, bien présent sur sa ligne. La baraka le sauvera d'ailleurs à la 7e minute quand, archi-battu sur une reprise du belouizdadi Draoui, il est suppléé par son poteau droit. Ou quand, quatre minutes plus tard, il touchera encore du bois sur un second poteau alors que Mahious (11e) croyait au but après avoir fait le plus dur. Dominateurs mais trop brouillons, les Algériens pensent se diriger vers une partie sans problèmes mais manquent de maîtrise. Cèdent à une pression montant crescendo faute d'avoir profité d'un moment fort qui aura duré plus d'un quart d'heure. Comme sur cette erreur de débutant (une mauvaise passe) du capitaine Abdellaoui, qui mettra en difficulté, à la 16e minute, son gardien Guendouz, qui commet, en position de dernier défenseur, une faute de main involontaire juste à la sortie de sa surface de vérité. L'arbitre mauritanien, sort une première fois le carton jaune avant d'en référer au VAR et décider de changer de couleur, en brandissant le rouge. Réduits à dix, Laouafi et ses coéquipiers tentent de compenser leur infériorité numérique en serrant les vis, passant même à côté d'ouvrir le score n'eut été encore une fois le talent d'un Folly gardant bien la baraque. Mais un second tournant dans la partie survient à la 35e minute quand le défenseur ivoirien Kouassi est prié de rejoindre les vestiaires pour avoir placé un coup de pied dans le bas ventre de Belkhiter. L'équilibre numérique rétabli, la bande à Bougherra reprend la direction du jeu et pousse sans pour autant réussir à trouver le chemin du but adverse. A la reprise, la pression est tout aussi intense, les deux équipes se rendent coup pour coup même si les Fennecs semblent en mesure de trouver la faille (près de 65% possession, plus de onze actions nette de scorer) mais échouent à plusieurs reprises dans le dernier geste non sans rester sous la menace d'une mauvaise surprise derrière car les Eléphants restent bien présents dans le match et tentent quelques incursions dangereuses qui mettent à mal Chaâl et son arrière-garde. A l'image de cette fin de match à suspense où tous les scénarios restaient possibles. Ou cette inefficacité offensive des Mahious et consorts qui passent à plusieurs reprises à côté du cadre qui font craindre le pire. Une dernière escarmouche qui changerait tout. Heureusement, et alors que l'on s'acheminait droit vers les prolongations, la délivrance viendra à la 90emn +6 sur un penalty magistralement exécuté par le buteur maison, Mahious, qui laisse pantois, un Folly qui n'en pouvait mais. Deux minutes plus tard, le référée mauritanien, met un terme à une rencontre qui aura mis à rude épreuve les nerfs des supporters de Nelson Mandela-Baraki qui pouvaient enfin fêter, dans la joie qu'on imagine, une qualification certes difficile mais sortie des tripes. L'aventure continue pour l'Algérie qui a souffert mais peut croire encore plus au titre. Rendez-vous est pris pour le carré d'as.



Azouaou Aghiles

COMMUNICATION

La formation institutionnelle dictée par la révolution numérique

LE MINISTRE de la communication Mohamed Bouslimani a inauguré jeudi dernier, en présence des autorités de wilaya, la troisième session de formation sur la communication institutionnelle. Cette rencontre a été abritée par le Centre National de Recherche en Langue et Culture Amazighes (CNRLCA), au Campus Aboudaou de l'Université de Béjaïa.

Cette formation a été dispensée au profit des journalistes et chargés de communication issus des wilayas de Bouira, Béjaïa, Bordj Bou-Arréridj, Jijel, M'sila et Tizi-Ouzou. «Cette session s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme national intersectoriel lié à la formation institutionnelle ; elle traduit l'approche de coordination assignée dans le cadre de la politique de l'Etat, les objectifs fixés à travers les résolutions et les orientations adoptées te émises lors de la rencontre du gouvernement avec les walis», a souligné le ministre de la communication M. Mohamed Bouslimani lors de son intervention inaugurale. Et d'ajouter : «elle rentre dans le cadre de la dynamique nationale visant la réussite de la relance économique et du développement global qui recommande un accompagnement professionnel sur le plan de la communication institutionnelle de proximité». Il a, ensuite, précisé que «l'un des principaux axes du plan d'action du secteur de la communication repose sur la formation des ressources humaines». Le premier responsable du département de la communication du pays estime que «la formation institutionnelle est une obligation imposée par les mutations profondes que connaît le secteur de la communication à l'ère de la révolution numérique». Il a souligné au passage que son département «a fait de la formation, un axe central de sa politique en vue d'élever le niveau des professionnels des médias, d'instaurer une dynamique à même de contribuer à la réussite de la relance du développement global». Pour l'hôte de Béjaïa, «la formation organisée et adaptée avec le développement, le bouleversement et les évolutions que connait le monde est de nature à élever la concurrence au sein de la famille des médias et de la presse nationale et faire face aux médias hostiles ciblant le pays à travers des attaques cybernétiques féroces». M. Bouslimani dira plus loin : «nous sommes déterminés avec un fort appui du président de la république «de développer le secteur de la communication et de la presse, améliorer les performances des journalistes et tous ceux qui y sont affiliés». Il est revenu aussi sur les actions menées par son département notamment, les projets législatifs dont la loi organique de l'information, la loi sur l'audiovisuel, la loi sur la presse écrite et la presse électronique, déposées pour examen au niveau du Parlement. Par ailleurs, le ministre de la communication a affirmé que son département s'attelait à «renforcer la presse régionale et locale afin de concrétiser le droit du citoyen à une information fiable et instaurer des rapports de confiance et de complémentarité avec l'administration afin de contribuer à l'effort national de la construction du pays». Il a précisé que «des actions relatives à la modernisation du secteur ont été menées dont la dotation d'équipements de pointe dont les résultats et l'impact ont été vérifiés à l'occasion du déroulement de certains événements d'importance dans notre pays, notamment le Championnat d'Afrique des nations (CHAN), le Sommet arabe et les Jeux méditerranéens».

N. Bensalem

DISPONIBILITÉ DE BOUTEILLES DE GAZ BUTANE

Naftal rassure

LA BONBONNE de gaz butane connaît une demande accrue en cette période de grand froid, notamment de la part des populations qui ne sont pas encore raccordées au réseau du gaz naturel.

Pour répondre aux besoins d'une demande urgente sur le gaz butane, le P-dg de l'entreprise Naftal, Abdelkader Chafi a rassuré les populations, notamment celles qui vivent dans des contrées enclavées. Il a indiqué que la production de gaz butane a été portée depuis quelques semaines et à l'échelle nationale à 500.000 bonbonnes par jour au lieu de 250 000. « Naftal peut atteindre une capacité de production de 950.000 bonbonnes quotidiennement si nécessaire », a-t-il assuré. Dans une déclaration en marge de la visite, au centre d'enfutage de gaz butane n 114 de la zone industrielle de Zâaroura, le Pdg de Naftal s'est assuré de la disponibilité de ce produit en quantités suffisantes afin de répondre à la demande des populations notamment en cette période de grands froids.

M. Chafi a relevé, dans ce contexte, que la demande pour cette substance a diminué à l'échelle nationale en raison de l'approvisionnement d'un grand nombre de foyers des agglomérations suburbaines en gaz de ville et les zones rurales en citernes du gaz propane.

Le P-DG de Naftal avait en décembre dernier expliqué que la demande assez importante en gaz butane en Algérie, surtout en hiver, pousse l'entreprise à organiser une véritable campagne hivernale pour répondre sans faille aux besoins des citoyens, où qu'ils soient à travers le territoire national. Cette campagne se prépare à l'avance.

C'est à partir du mois de juin de chaque année, à précisé M. Chafi, que Naftal commence les préparatifs pour la campagne hivernale qui vient après avoir contrôler les moyens dont la compagnie dispose, notamment en ce qui concerne le matériel roulant pour le transport, les bouteilles de gaz butane et propane et les moyens de stockage.

Grâce à ces mesures préventives, Naftal assure un approvisionnement régulier et ininterrompu de ses clients à travers l'ensemble du territoire national et peut faire face à toute alternative et à tout évènement qui surviendrait. « Nous programmons à l'avance tous nos moyens pour la période hivernale en interne et, en externe nous menons des campagnes avec les autorités de chaque wilaya, notamment celles comportant des zones difficiles d'accès (Hauts-Plateaux) pour connaitre les besoins et les attentes des habitants, afin de créer des aires de stockages », a-t-il encore précisé.

Lynda Louifi